



LANNION-TRÉGOR
COMMUNAUTÉ
LANNUON-TREGER
KUMUNIEZH



SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE

Modification simplifiée n°1 - Evaluation environnementale
SCoT du Trégor

Novembre 2024

Sommaire

Sommaire.....	2
PARTIE 1 : RESUME NON TECHNIQUE	5
I.1 - Présentation générale	6
a - Le contexte : Le territoire du SCoT et le contexte réglementaire.....	6
b - Les objectifs de la procédure de modification simplifiée du SCoT	6
I.2 - Méthodologie de l'évaluation environnementale	7
a - Mise à jour des données de l'EIE et compléments d'analyse des documents cadres.....	7
b - Analyse des incidences du projet retenu et des dispositions réglementaires littérales et graphiques	8
I.3 - Etat initial de l'environnement.....	9
a - L'environnement physique et les paysages	9
b - Milieux et biodiversité.....	9
c - Les ressources (l'eau potable, énergie, ...°)	9
d - L'impact des activités humaines (sols, l'eau, les déchets, la qualité de l'air).....	9
e - Les risques et nuisances.....	9
I.4 - Articulation avec les documents-cadre de la procédure	10
I.5 - Evaluation environnementale par type de modification.....	11
a - Déclinaison des objectifs de limitation de la consommation d'espaces du SRADDET	11
b - II. Révision de la trajectoire démographique et modification de l'objectif de logements	11
I.6 - Evaluation des incidences sur les sites Natura 2000.....	11
a - Mesures prises par le SCoT.....	12
b - Incidences positives de la procédure de modification simplifiée.....	12
c - Conclusion	12
I.7 - Critères, indicateurs et modalités de suivi.....	12
PARTIE 2 : PRESENTATION GENERALE	13
II. Le contexte	14
II.1 - Le territoire du SCoT.....	14
II.2 - Contexte réglementaire.....	15
III. Les objectifs de la procédure de modification simplifiée du SCoT.....	15
III.1 - Déclinaison des objectifs de limitation de la consommation d'espaces du SRADDET	15
a - Révision de l'enveloppe foncière globale allouée au territoire.....	15
b - Révision de l'enveloppe foncière dédiée aux activités économiques	16
c - Modification des projets d'infrastructures de transport terrestre.....	17
III.2 - Révision de la trajectoire démographique.....	18
a - Modification de l'objectif démographique.....	18
b - Modification de l'objectif de production de logements (et l'enveloppe foncière habitat)	18
PARTIE 3 : METHODOLOGIE DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE	19
I. L'évaluation environnementale, un dispositif cadre par la loi	20
II. Mise à jour des données de l'EIE et compléments d'analyse des documents cadres	20

III. Analyse des incidences du projet retenu et des dispositions réglementaires littérales et graphiques.....	21
PARTIE 4 : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	23
III.1 - L'environnement physique et les paysages	24
III.2 - Milieux et biodiversité	25
III.3 - Les ressources	26
a - - L'eau potable	26
b - L'énergie.....	26
III.4 - L'impact des activités humaines.....	27
a - Les sols.....	27
b - L'eau.....	27
c - Les déchets.....	28
d - La qualité de l'air.....	29
III.5 - Les risques et nuisances.....	30
PARTIE 5 : ARTICULATION AVEC LES DOCUMENTS-CADRE DE LA PROCEDURE.....	32
I. Paragraphe introductif.....	33
II. Les documents avec lesquels le SCOT doit être compatible	34
II.1 - Les dispositions relatives aux espaces littoraux	34
II.2 - Les règles générales du Schéma Régional Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires de Bretagne (SRADDET)	34
II.3 - Le Schéma de Mise en Valeur de la Mer du Trégor Goëlo (SMVM) à valeur de directive territoriale d'aménagement,	36
II.4 - Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Loire-Bretagne.....	36
II.5 - Les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux Argoat-Trégor-Goëlo et Baie de Lannion, ainsi que de l'Aulne et Léon-Trégor (partiellement),	38
a - Le SAGE Léon-Trégor	39
II.6 - Le Plan de Gestion des Risques d'Inondations (PGRI) du bassin Loire-Bretagne	40
II.7 - Les dispositions du Plan d'Exposition au Bruit (PEB) de l'aéroport de Lannion.....	41
III. Les documents que le SCOT doit prendre en compte.....	42
III.1 - Les objectifs du Schéma Régional Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires de Bretagne (SRADDET)	42
III.2 - Le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) Bretagne	43
III.3 - Les schémas régionaux de développement de l'aquaculture marine.....	44
III.4 - Schéma régional des carrières de Bretagne	45
PARTIE 6 : EVALUATION ENVIRONNEMENTALE PAR TYPE DE MODIFICATION	47
I. Déclinaison des objectifs de limitation de la consommation d'espaces du SRADDET	48
I.1 - Rappel des objets de modification.....	48
I.1 - Incidences potentielles et mesures prises par le document	49
II. Révision de la trajectoire démographique et donc de modification de l'objectifs de logements.....	57
II.1 - Rappel des objets de modification	57
II.2 - Incidences potentielles et mesures prises par le document	57

PARTIE 7 :	EVALUATION DES INCIDENCES SUR LES SITES NATURA 2000	62
II.1 - Préambule.....		63
II.2 - Mesures prises par le SCoT		64
II.3 - Incidences positives de la procédure de modification simplifiée.....		65
<i>a - Les objectifs démographiques et de consommation d'espaces globaux.....</i>		66
<i>b - Les espaces d'activités stratégiques.....</i>		67
<i>c - Les espaces d'activités de proximité</i>		67
<i>d - Les espaces d'activités de proximité.....</i>		67
<i>e - Les projets routiers.....</i>		67
II.4 - Conclusion		69
PARTIE 8 : CRITERES, INDICATEURS ET MODALITES DE SUIVI.....		71
II.1 - Préambule.....		72
II.2 - Rappel des indicateurs en vigueur et indicateurs mobilisés pour la modification simplifiée.....		72



Partie 1 : Résumé non technique

I.1 - Présentation générale

a - Le contexte : Le territoire du SCoT et le contexte réglementaire

La modification simplifiée du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de Lannion-Trégor Communauté vise à intégrer les exigences législatives actuelles, notamment en matière d'évaluation environnementale, conformément à l'article L104-1 du code de l'urbanisme. Cette démarche s'inscrit dans un cadre réglementaire strict, garantissant que le SCoT reste en adéquation avec les évolutions législatives et environnementales.

Lannion-Trégor Communauté, qui compte environ 100 000 habitants répartis sur 57 communes, est couverte par le SCoT du Trégor, approuvé en 2020. Parallèlement, la communauté d'agglomération travaille à l'élaboration de son Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi-H), prévu pour approbation en 2026. Ce PLUi-H inclut un Programme local de l'habitat, reflétant les ambitions de la communauté en termes d'aménagement et de développement durables, en réponse aux besoins de logement et de développement économique local.

La modification simplifiée du SCoT du Trégor est encadrée par les articles L143-33, L143-38 et L143-39 du code de l'urbanisme. En vertu des articles R.104-8 et R.104-33, cette modification est soumise à une évaluation environnementale obligatoire, décidée par le conseil communautaire le 30 janvier 2024, sans passer par l'examen au cas par cas de la Mission régionale de l'autorité environnementale (MRAE). Bien que le SCoT ait déjà fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration initiale, la modification simplifiée, qui impacte les espaces naturels agricoles et forestiers ainsi que les paysages, nécessite une révision et une actualisation des conclusions précédentes pour refléter ses effets positifs, notamment en termes de réduction de la consommation d'espaces.

En parallèle, la procédure de modification s'accompagne d'une concertation publique active, incluant les habitants, les associations locales et autres parties prenantes. Les modalités de cette concertation ont également été définies lors de la délibération du conseil communautaire du 30 janvier 2024, garantissant ainsi une participation continue tout au long du processus d'élaboration du projet.

b - Les objectifs de la procédure de modification simplifiée du SCoT

▪ b.1 Déclinaison des objectifs de limitation de la consommation d'espaces du SRADDET

○ a. Révision de l'enveloppe foncière globale allouée au territoire

La limitation de la consommation des espaces naturels et agricoles était initialement fixée à **689 hectares** pour 2020-2040. Cette limitation est révisée pour se conformer aux nouvelles directives du SRADDET. Il a été retenu de travailler sur un compte foncier global sur la période d'application du SCoT prévue jusqu'en 2040, réparti comme suit :

- **203 ha** sur la période 2021-2031 correspondant à un objectif de consommation d'espaces naturels agricoles et forestiers ;
- **101.5 ha** estimés sur la période 2031-2041 correspondant à un objectif d'artificialisation des sols (-50% de la consommation de la décennie précédente) en vue de tendre vers le ZAN à horizon 2050.

Cette enveloppe foncière de 304.5 ha a été affectée localement à chaque grande thématique selon les besoins identifiés :

- **Comptes fonciers communaux**: habitat (*production de logements*) et équipements communaux : **211 ha**
Une garantie dite "communale" d'1 ha de consommation foncière a été octroyée aux communes rurales. Les travaux de territorialisation foncière du PLUi-H ont également tenu compte de cette garantie communale qui concerne 22 communes du territoire, induisant une consommation supplémentaire de 11 hectares. Cette attribution foncière supplémentaire n'a pas été répercutée sur les autres communes.
- **Economie** (*accueil d'activités dans les parcs économiques communautaires*) : **45 ha**

- **Equipements – Infrastructures d'intérêt communautaire** (*accueil d'équipements et d'infrastructures*) : **20.4 ha**
- **Projets d'opérations d'habitat et d'équipements/ infrastructures non localisés** : **28 ha**.

- b. Révision de l'enveloppe foncière dédiée aux activités économiques

Dans le SCoT en vigueur, une orientation permet le développement par extension des espaces d'activités stratégiques, de proximité et aquacoles ainsi que les espaces commerciaux de périphérie représentant une surface totale de **168 ha** déclinée par secteurs géographiques. Ces enveloppes foncières territorialisées peuvent faire l'objet de redéploiement secteur par secteur dans la limite de 156 ha (espaces commerciaux de périphérie non compris : 12 hectares possibles en extension).

Comme indiqué au point précédent, cette orientation du DOO est revue pour traduire l'objectif d'enveloppe foncière allouée au territoire par le SRADDET après analyse des besoins en termes de développement économique fixant un objectif de consommation d'ENAF de **45 ha** pour la période 2021- 2041.

- c. Modification des projets d'infrastructures de transport terrestre

La procédure de modification simplifiée comprend la suppression de projets d'envergure d'infrastructures de transport terrestre affichés dans le DOO du SCoT en vigueur suivants :

- la réalisation d'un pont sur le Léguer, à Lannion, en aval des ouvrages existants ;
- la réalisation d'une rocade d'agglomération au sud de Lannion, en priorisant le tronçon sud-est de Lannion entre les lieux-dits Boutilh et Quillero, et un contournement du bourg de Ploubezre ;
- la réalisation d'un contournement du bourg de Plouaret.

Cette modification répond aux enjeux de limitation de la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers du territoire.

■ **b.2 Révision de la trajectoire démographique**

- **Modification de l'objectif démographique**

Il s'agit d'ajuster la trajectoire démographique initialement ambitieuse et soutenable du SCoT du Trégor, il retient ainsi un objectif démographique de + 0.23 % de croissance annuelle entre 2025 et 2040, soit environ 380 habitants par an. La population en 2040 s'élèverait ainsi à près de 104 000 habitants.

- **Modification de l'objectif de production de logements (et l'enveloppe foncière habitat)**

L'objectif de réaliser **13 800 nouveaux logements** entre 2020 et 2040 est ajusté à **7 532 logements** pour tenir compte des travaux du PLUi-H. La nouvelle approche prévoit une territorialisation des logements, avec une répartition foncière adaptée par commune, l'enveloppe foncière dite communale est ainsi de 211 ha.

I.2 - Méthodologie de l'évaluation environnementale

a - Mise à jour des données de l'EIE et compléments d'analyse des documents cadres

L'évaluation environnementale de la présence procédure se base sur les enjeux identifiés dans l'Etat Initial de l'Environnement du SCoT en vigueur. Elle a permis d'apporter des mises à jour de certaines données de l'EIE.

D'autre part, l'analyse de l'articulation du SCoT avec les documents cadre a été complétée et mise à jour en tenant compte des documents ayant évolué depuis l'approbation du SCoT.

Cette analyse vise à déterminer si la procédure de modification simplifiée du SCoT permet de garantir une compatibilité ou une prise en compte des documents cadres.

b - Analyse des incidences du projet retenu et des dispositions réglementaires littérales et graphiques

Le SCoT en vigueur, approuvé le 4 février 2020 a fait l'objet d'une évaluation environnementale. Cette dernière conclut que, de manière globale, le DOO prend bien en compte l'ensemble des enjeux identifiés par l'état initial de l'environnement, et apporte une plus-value pour la majorité des thématiques). Les principales incidences sont liées aux besoins nouveaux liés aux ambitions de développement consacrées par le projet (ambition démographique, ambition en matière de production nouvelle de logements, ambition en matière de développement de l'activité économique, ...).

Il s'agit, dans le cadre de la présente procédure, non pas de réaliser une nouvelle évaluation environnementale de l'ensemble du dossier de SCoT, mais bien d'analyser les effets sur l'environnement des objets de modification de la procédure de modification simplifiée.

L'objectif du Zéro Artificialisation Nette (ZAN) vise à stopper l'artificialisation des sols d'ici 2050. Cela implique une gestion stricte et optimisée des terres afin de protéger les espaces naturels, agricoles et forestiers. Pour atteindre cet objectif, plusieurs étapes et mesures ont été mises en place.

La modification simplifiée du SCoT du Trégor vise à ajuster ses orientations en fonction des travaux du PLUi-H. Ce processus est positif car il permet une nette réduction des droits à construire, contribuant ainsi à une meilleure gestion des espaces et à la protection des zones naturelles, agricoles et forestières. En alignant les objectifs de développement durable avec les nouvelles perspectives démographiques et les besoins en aménagement du territoire, cette adaptation permet de réduire l'artificialisation des sols tout en répondant aux évolutions récentes en matière de population et d'infrastructures.

La présente évaluation environnementale regroupe les objets de modification de la procédure de la manière suivante :

- 1. Déclinaison des objectifs de limitation de la consommation d'espaces du SRADDET**
 - Révision de l'enveloppe foncière globale allouée au territoire
 - Révision de l'enveloppe foncière dédiée aux activités économiques
 - Modification des projets d'infrastructures de transport terrestre
- 2. Révision de la trajectoire démographique**
 - Modification de l'objectif démographique
 - Modification de l'objectif de production de logements (et l'enveloppe foncière habitat)

Elle est thématisée selon les sujets suivants :

- L'environnement physique et les paysages
- Milieux et biodiversité
- Les ressources (L'eau potable, l'énergie)
- L'impact des activités humaines
- La vulnérabilité, les risques et nuisances

Quand bien même les incidences positives de la modification simplifiée sont prédominantes, une analyse des incidences négatives potentielles attendues est également faite.

Enfin, l'analyse des incidences sur les sites Natura 2000 se base sur les conclusions de l'évaluation environnementale du SCoT en vigueur et les incidences des modifications apportées par la procédure.

L'élaboration de l'évaluation environnementale a permis de faire état des incidences positives globales sur l'environnement de la procédure, ainsi que l'identification d'incidences potentielles négatives que le SCoT permet d'ores et déjà de réduire de manière suffisante.

I.3 - Etat initial de l'environnement

a - L'environnement physique et les paysages

Le territoire du Trégor, s'étendant sur un plateau, est caractérisé par les reliefs des Monts d'Arrée au sud, avec une altitude d'environ 280 mètres. Il est traversé par deux principales vallées : le Léguer à l'ouest et le Trieux à l'est. Le paysage se divise en trois terroirs distincts :

- Le Trégor : vallées encaissées boisées avec des talus arborés et des prairies.
- Le Trégor « légumier » : plateau ouvert avec des talus et murs herbacés.
- Le Trégor mixte : bocage avec des parcelles céréalières plus larges.

b - Milieux et biodiversité

Le territoire bénéficie d'une biodiversité riche et protégée par plusieurs zonages institutionnels. Il inclut des sites Natura 2000 comme la côte de Granit Rose, les vallées du Douron et du Léguer, et plusieurs forêts et étangs. La diversité des milieux naturels comprend :

- Landes et tourbières
- Cours d'eau
- Zones humides
- Bocage
- Milieux littoraux (terrestres et marins)

c - Les ressources (l'eau potable, énergie, ...)

Les masses d'eau du Trégor sont en bon état quantitatif. En 2022, Lannion-Trégor Communauté a prélevé plus de 5,3 millions de mètres cubes d'eau, avec un traitement assuré par 11 stations. Le réseau de distribution de 2 100 km dessert 58 700 abonnés, avec un rendement de 88%. Environ 5,9 millions d'euros ont été investis pour renouveler 28,5 km de réseau.

La consommation énergétique finale est stable autour de 2 000 GWh par an, avec une prédominance des produits pétroliers (1 100 GWh en 2020) et une légère augmentation du gaz naturel et de l'électricité. La production d'énergie renouvelable a triplé entre 2000 et 2022, atteignant environ 300 GWh, avec une contribution notable de l'éolien et du solaire photovoltaïque.

d - L'impact des activités humaines (sols, l'eau, les déchets, la qualité de l'air)

Environ 700 sites sont pollués ou potentiellement pollués, incluant des sites de stockage des marées noires et des sites d'extraction d'uranium sous suivi spécifique.

Le territoire est intégré au sous bassin versant « Vilaine et côtiers bretons » avec 58 stations d'épuration. En 2021, une station a présenté des non-conformités. La capacité des stations dépasse les charges entrantes, garantissant une gestion efficace des eaux usées.

Le Projet de Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) 2022-2028 vise à réduire la production de déchets et à promouvoir une gestion durable.

Depuis deux ans, les particules fines (PM10) et le dioxyde d'azote (NO2) augmentent, après une baisse liée à la crise sanitaire de 2020. L'ozone (O3) a aussi montré une tendance à la hausse. Les particules fines PM2.5 et l'ozone sont les principaux polluants affectant la qualité de l'air, nécessitant des actions ciblées pour améliorer la situation.

e - Les risques et nuisances

Le territoire fait face à plusieurs risques majeurs :

- Tempêtes et grains : Affectant tout le territoire.
- Inondations : Par crue de cours d'eau, submersion marine, remontée de nappe et ruissellement.
- Rupture de digue : Concernant sept communes.

- Mouvements de terrain : Glissements, éboulements, érosion littorale, coulées boueuses.
- Transport de matières dangereuses : Routes, voies ferrées, gazoducs.

Les risques sismiques et de retrait/gonflement des argiles sont considérés comme faibles.

I.4 - Articulation avec les documents-cadre de la procédure

La procédure n'est pas en contradiction avec les documents-cadres. Le tableau ci-dessous liste les documents-cadres avec lesquels la procédure doit être compatible ou qu'elle doit prendre en compte.

Le SCoT doit être compatible avec :		Date d'approbation du document	Document ayant évolué depuis l'approbation du SCoT ?
Les dispositions relatives aux espaces littoraux,			Non
Les règles générales du Schéma Régional Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires de Bretagne (SRADDET)		Le 16 mars 2021 Modifié le 16 février 2024	Oui
Le Schéma de Mise en Valeur de la Mer du Trégor Goëlo (SMVM) à valeur de directive territoriale d'aménagement,		Le 3 décembre 2007	Non
Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Loire-Bretagne,		Le 3 mars 2022	Oui
Les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux	Le SAGE Argoat-Trégor-Goëlo	Le 21 avril 2017	Non
	Le SAGE Baie de Lannion	Le 11 juin 2018	Non
	Le SAGE de l'Aulne	Le 1 ^{er} décembre 2014	Non
	Le SAGE Léon-Trégor	Le 26 août 2019	Oui
Le Plan de Gestion des Risques d'Inondations (PGRI) du bassin Loire-Bretagne,		Le 15 mars 2022	Oui
Les dispositions du Plan d'Exposition au Bruit (PEB) de l'aéroport de Lannion.		Le 10 janvier 2007	Non

Le SCoT doit prendre en compte :		Date d'approbation du document	Document ayant évolué depuis l'approbation du SCoT ?
Les objectifs du Schéma Régional Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires de Bretagne (SRADDET)		Le 16 mars 2021 Modifié le 16 février 2024	Oui

Le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) Bretagne,	Le 2 novembre 2015	Non
Les schémas régionaux de développement de l'aquaculture marine	Le 3 octobre 2018	Ajouté dans le cadre de la procédure
Le schéma régional des carrières de Bretagne	Le 30 janvier 2020	Ajouté dans le cadre de la procédure

I.5 - Evaluation environnementale par type de modification

a - Déclinaison des objectifs de limitation de la consommation d'espaces du SRADDET

Les objets de la modification simplifiée portent sur une réduction du volume d'espaces naturels, agricoles et forestiers destinés à être urbanisés. Les incidences de la procédure sur l'environnement sont donc globalement positives par rapport au SCoT en vigueur.

Quand bien même les incidences positives de la modification simplifiée sont prédominantes, une analyse des incidences négatives potentielles attendues est réalisé en PARTIE 6 de ce document.

Pour ce point l'évaluation conclue sur le fait que les incidences positives sont prédominantes, favorisant la préservation des paysages, la protection des milieux naturels, une gestion durable des ressources, et une réduction des risques environnementaux.

Les objets de la modification simplifiée portant sur une réduction du volume d'espaces naturels, agricoles et forestiers destinés à être urbanisés et sur la suppression de projets routiers, les incidences de la procédure sur l'environnement sont donc globalement positives par rapport au SCoT en vigueur. Les incidences négatives liées à la densification des espaces urbains identifiées sont limitées par les dispositions du SCoT en faveur d'un cadre de vie urbain de qualité mobilisant la nature en ville et ses multiples avantages.

b - II. Révision de la trajectoire démographique et modification de l'objectif de logements

Les objets de la modification simplifiée portent sur une réduction des objectifs d'accueil de nouvelles populations et de réduction du nombre de logements produits et du volume d'espaces naturels, agricoles et forestiers destinés à être urbanisés à destination d'habitat. Les incidences de la procédure sur l'environnement sont donc globalement positives par rapport au SCoT en vigueur.

Quand bien même les incidences positives de la modification simplifiée sont prédominantes, une analyse des incidences négatives potentielles attendues est réalisé en PARTIE 6 de ce document.

Pour ce point l'évaluation conclue sur le fait que les incidences positives de la révision de la trajectoire démographique sont prédominantes et incluent la préservation des paysages, une meilleure conservation de la biodiversité, une gestion plus durable des ressources, une réduction des impacts des activités humaines et une gestion plus efficace des risques et nuisances.

Plus particulièrement, la réduction des objectifs d'accueil de nouvelles populations et de production de nouveaux logements permet de réduire les besoins en eau potable, assainissement, énergies, les émissions de GES et polluants générés par les déplacements, ainsi que l'exposition possible de nouveaux biens et personnes aux risques naturels, technologiques et nuisances.

I.6 - Evaluation des incidences sur les sites Natura 2000

Natura 2000 est un réseau européen de sites naturels protégé pour leurs espèces et habitats rares ou menacés, visant à respecter les objectifs de la Convention sur la diversité biologique de 1992.

Dans le territoire du SCoT du Trégor, 7 sites Natura 2000 sont concernés, dont 5 sont des ZSC et 2 des ZPS. Le site « Monts d'Arrée Centre Est » est également proche de ce territoire.

a - Mesures prises par le SCoT

Le SCoT inclut des mesures pour protéger les sites Natura 2000, telles que :

- La reconnaissance de ces sites comme réservoirs de biodiversité.
- La préservation des espaces écologiques dans les documents d'urbanisme locaux.
- La possibilité d'aménagement sous conditions, sans compromettre la pérennité des réservoirs et corridors écologiques.
- L'intégration des sites Natura 2000 dans la trame verte et bleue, avec des mesures spécifiques pour les milieux littoraux et marins.

b - Incidences positives de la procédure de modification simplifiée

La modification simplifiée du SCoT entraîne plusieurs améliorations environnementales :

- Réduction des objectifs de consommation foncière : De 689 ha (2020-2040) à 304,5 ha (2021-2041), avec une réduction des extensions d'espaces d'activités.
- Réduction des extensions des espaces d'activités :
- Espaces d'activités stratégiques : Réduction de 106 ha à 28,85 ha.
- Espaces d'activités de proximité : Réduction de 46 ha à 14,91 ha.
- Espaces d'activités aquacoles : Réduction de 3,7 ha à 1 ha.
- Suppression des projets routiers impactant les sites Natura 2000 : Contournements du bourg de Plouaret, Ploubezre, pont sur le Léguer à Lannion, et contournement sud de Lannion.

c - Conclusion

La procédure de modification simplifiée du SCoT n'entraîne pas de nouvelles incidences négatives sur les zones Natura 2000. Au contraire, elle réduit les impacts potentiels grâce à :

- Une diminution significative des objectifs de consommation d'espaces naturels.
- Une réduction des extensions permises pour les espaces d'activités.
- L'abandon de projets routiers nuisibles aux sites Natura 2000.

Ces mesures assurent la protection des corridors écologiques et des réservoirs de biodiversité tout en permettant un aménagement équilibré et durable du territoire.

I.7 - Critères, indicateurs et modalités de suivi

Au regard des indicateurs d'ores et déjà prévus dans le SCoT en vigueur, la présente modification simplifiée ne nécessite pas l'ajout d'indicateurs complémentaires.

Parmi les indicateurs du SCoT en vigueur, la procédure vient lister les indicateurs qui seront mobilisés dans le cadre du suivi de la modification simplifiée.



2

Partie 2 : Présentation générale

II. LE CONTEXTE

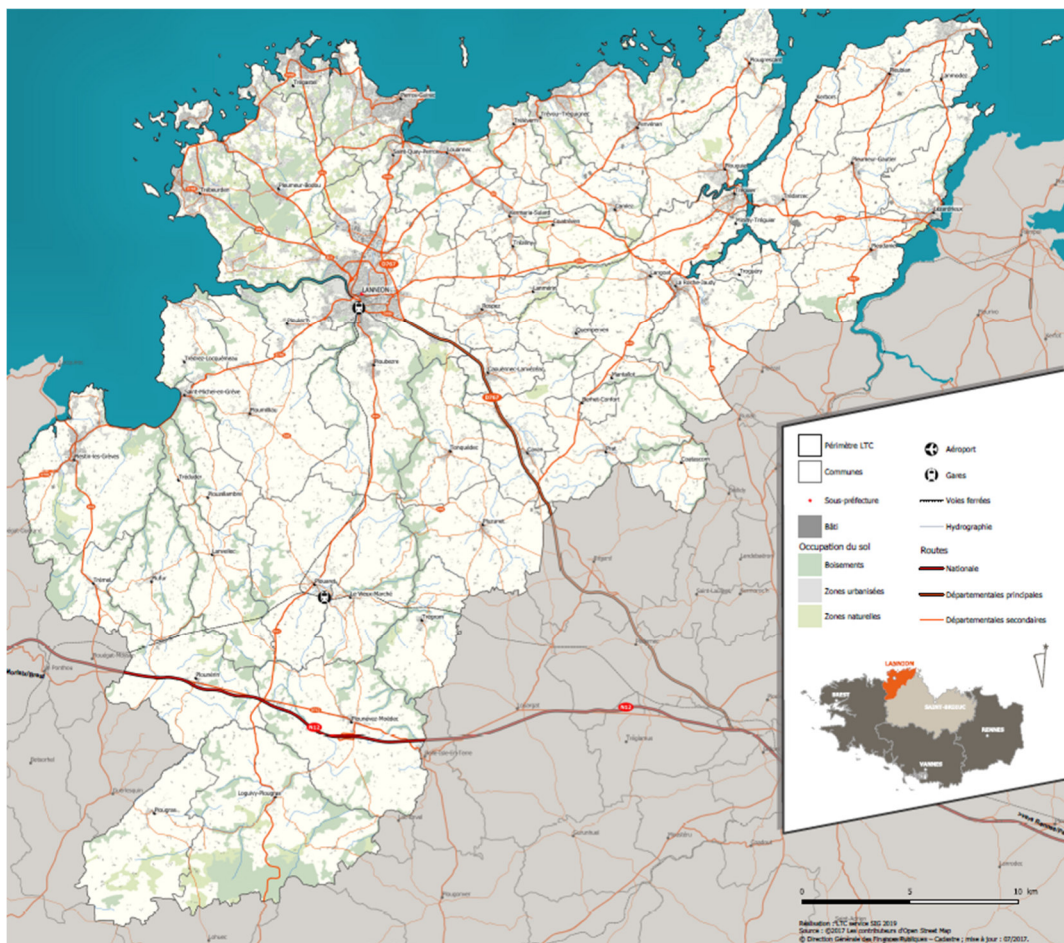
II.1 - Le territoire du SCoT

Cette modification simplifiée est appelée à intégrer les exigences législatives en vigueur et notamment celles qui se rapportent à l'évaluation environnementale à laquelle doit se soumettre le Schéma de Cohérence Territoriale en application de l'article L.104-1 du code de l'urbanisme.

Carte d'identité du territoire communautaire

- En 2023, Lannion-Trégor Communauté, c'est : (*chiffres Insee*)

- 57 communes membres dont 1 commune nouvelle (La Roche-Jaudy)
- 100 000 habitants environ
- 70 557 logements dont :
 - o 69,2% de résidences principales
 - o 23,8% de résidences secondaires
 - o 6,8% de logements vacants
- 35 000 emplois



Lannion-Trégor Communauté est couverte par le SCoT du Trégor, approuvé le 4 février 2020.

La communauté d'agglomération est, par ailleurs, en cours d'élaboration de son Plan local d'urbanisme intercommunal valant Programme local de l'habitat (PLUi-H) prescrit le 25 juin 2019 : le Projet d'aménagement et de développement durables a été débattu le 26 septembre 2023 en conseil communautaire ; les travaux se poursuivent et son approbation est prévue en 2026.

II.2 - Contexte réglementaire

La procédure de modification simplifiée du SCoT est régie par les articles L143-33, L143-38 et L143-39 du code de l'urbanisme.

A noter qu'en application des articles R.104-8 et R.104-33 du code de l'urbanisme, la modification n°1 du SCoT du Trégor est soumise à évaluation environnementale, sans passer par l'examen au cas par cas de la Mission régionale de l'autorité environnementale (MRAE), ainsi que décidé par le conseil communautaire par délibération en date du 30 janvier 2024.

En effet, le SCoT du Trégor a fait l'objet d'une évaluation environnementale au moment de son élaboration.

Cependant, la procédure de modification simplifiée aura une incidence importante sur les espaces naturels agricoles et forestiers et les paysages, mais de manière positive du fait de la diminution de la consommation d'espaces engendrée. Les conclusions de l'évaluation environnementale réalisée initialement doivent ainsi être revues et actualisées.

A ce titre, la procédure de modification simplifiée du SCoT fait également l'objet d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées. Les modalités de concertation ont été fixées par délibération du conseil communautaire du 30 janvier 2024.

III. LES OBJECTIFS DE LA PROCEDURE DE MODIFICATION SIMPLIFIEE DU SCOT

Dans le cadre de la présente évaluation environnementale, par souci de regroupement des objets de modifications emportant des incidences communes, les objectifs de la procédure de modification simplifiée n°1 du SCoT sont regroupés de la manière suivante :

III.1 - Déclinaison des objectifs de limitation de la consommation d'espaces du SRADDET

a - Révision de l'enveloppe foncière globale allouée au territoire

La limitation de la consommation des espaces naturels et agricoles était initialement fixée à 689 hectares pour 2020-2040. Cette limitation est révisée pour se conformer aux nouvelles directives du SRADDET. Il a été retenu de travailler sur un compte foncier global de **304,5 ha** sur la période d'application du SCoT prévue jusqu'en 2040, réparti comme suit :

- **203 ha** sur la période 2021-2031 correspondant à un objectif de consommation d'espaces naturels agricoles et forestiers ;
- **101,5 ha** estimés sur la période 2031-2041 correspondant à un objectif d'artificialisation des sols (-50% de la consommation de la décennie précédente) en vue de tendre vers le ZAN à horizon 2050.

Cette enveloppe foncière de 304,5 ha a été affectée localement à chaque grande thématique selon les besoins identifiés :

- **Comptes fonciers communaux** : habitat (*production de logements*) et équipements communaux : **211 ha**
Une garantie dite "communale" d'1 ha de consommation foncière a été octroyée aux communes rurales. Les travaux de territorialisation foncière du PLUi-H ont également tenu compte de cette garantie communale qui concerne 22 communes du territoire, induisant une consommation supplémentaire de 11 hectares. Cette attribution foncière supplémentaire n'a pas été répercutée sur les autres communes.
- **Economie** (*accueil d'activités dans les parcs économiques communautaires*) : **45 ha**
- **Équipements – Infrastructures d'intérêt communautaire** (*accueil d'équipements et d'infrastructures*) : **20.4 ha**
- **Projets d'opérations d'habitat et d'équipements/ infrastructures non localisés** : **28 ha.**

Cet objectif est donc décliné par vocation (habitat, économie, équipements/infrastructures) et par secteurs géographiques selon l'armature territoriale du SCoT = Lannion, Perros-Guirec, Tréguier, Plestin-les-Grèves, Presqu'île de Lézardrieux, Plouaret et Cavan.

Orientations du PADD touchées par la procédure :

- « 4.3 Assurer un usage maîtrisé et économe de l'espace »

Avant	Après
<p><i>Entre 2018 et 2018, ce sont 689 hectares qui ont été consommés, correspondant à un rythme moyen de 69 hectares par an : 48,7 pour l'habitat, 13,7 pour les activités économiques et 6,5 pour les équipements, infrastructures et carrières. Ils ont été prélevés principalement sur l'espace agricole (92 %).</i></p> <p><u>En pratique :</u></p> <p><i>L'enveloppe foncière était répartie comme suit :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>habitat : 427 ha</i> • <i>économie : 168 ha</i> • <i>équipements - infrastructures : 94 ha</i> 	<p><i>L'actualisation de l'occupation du sol sur la période 2011 – 2021 selon l'outil d'observation du foncier "Mode d'occupation du sol" (MOS) déployé en Bretagne a mis en évidence une consommation de 371 hectares soit une moyenne de 37,2 hectares par an : 22,5 ha pour l'habitat, 6,8 ha pour les activités économiques et 7,9 ha pour les équipements, infrastructures, urbanisation mixte (habitat/tertiaire, bâti divers, ...) et carrières.</i></p> <p><u>En pratique :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Une enveloppe de 211 ha est dédiée à l'habitat,</i> • <i>45 ha à l'économie</i> • <i>28 ha aux équipements infrastructures</i> • <i>20.4 ha aux projets d'habitat et équipements non localisés.</i> <p><i>Soit 304.5 ha au total.</i></p>

b - Révision de l'enveloppe foncière dédiée aux activités économiques

Parmi la déclinaison et territorialisation des objectifs de limitation de la consommation d'espaces du SRADDET, la modification simplifiée met en avant la révision de l'enveloppe foncière dédiée aux activités économiques.

Dans le SCoT en vigueur, une orientation permet le développement par extension des espaces d'activités stratégiques, de proximité et aquacoles ainsi que les espaces commerciaux de périphérie représentant une surface totale de 168 ha déclinée par secteurs géographiques. Ces enveloppes foncières territorialisées peuvent faire l'objet de redéploiement secteur par secteur dans la limite de 156 ha (espaces commerciaux de périphérie non compris : 12 hectares possibles en extension).

Cette orientation du DOO est revue pour traduire l'objectif d'enveloppe foncière allouée au territoire par le SRADDET après analyse des besoins en termes de développement économique fixant un objectif de consommation d'ENAF de **45 ha** pour la période 2021- 2041.

Toute autre orientation du DOO faisant référence à cette enveloppe foncière à vocation économie est corrigée pour tenir compte du nouvel objectif de consommation, objet des travaux du PLUi-H.

Orientations du DOO touchées par la procédure :

- « 2.4.2 Les espaces d'activité »

Avant	Après
<u>En pratique :</u> <i>L'enveloppe foncière dédiée aux activités économiques est de 168 ha.</i>	<u>En pratique :</u> <i>L'enveloppe foncière dédiée aux activités économiques est de 45 ha.</i>

c - Modification des projets d'infrastructures de transport terrestre

La procédure de modification simplifiée comprend la suppression de projets d'envergure d'infrastructures de transport terrestre affichés dans le DOO du SCoT en vigueur. Les projets suivants sont donc retirés du SCoT :

- la réalisation d'un pont sur le Léguer, à Lannion, en aval des ouvrages existants ;
- la réalisation d'une rocade d'agglomération au sud de Lannion, en priorisant le tronçon sud-est de Lannion entre les lieux-dits Boutilh et Quillero, et un contournement du bourg de Ploubezre ;
- la réalisation d'un contournement du bourg de Plouaret.

Cette modification répond aux enjeux de limitation de la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers du territoire.

Orientations du DOO touchées par la procédure :

- «2.5.2. Les déplacement routier »

Avant	Après
Les documents d'urbanisme locaux prévoient les dispositions adaptées pour : <ul style="list-style-type: none"> • permettre la réalisation d'un pont sur le Léguer, à Lannion, en aval des ouvrages existants ; • permettre la réalisation d'une rocade d'agglomération au sud de Lannion, en priorisant le tronçon sud-est de Lannion entre les lieux-dits Boutilh et Quillero, et un contournement du bourg de Ploubezre, comme précisé sur le document graphique n°10 et en cohérence avec les projets de réaménagement urbain des communes concernées ; • permettre la réalisation d'un contournement du bourg de Plouaret ; 	Les documents d'urbanisme locaux prévoient les dispositions adaptées pour : <ul style="list-style-type: none"> • permettre la réalisation d'un pont sur le Léguer, à Lannion, en aval des ouvrages existants ; • permettre la réalisation d'une rocade d'agglomération au sud de Lannion, en priorisant le tronçon sud-est de Lannion entre les lieux-dits Boutilh et Quillero, et un contournement du bourg de Ploubezre, comme précisé sur le document graphique n°10 et en cohérence avec les projets de réaménagement urbain des communes concernées ; • permettre la réalisation d'un contournement du bourg de Plouaret ; <p><i>A noter la suite du paragraphe est conservé</i></p>

III.2 - Révision de la trajectoire démographique

a - Modification de l'objectif démographique

Il s'agit d'ajuster la trajectoire démographique initialement ambitieuse et soutenable du SCoT du Trégor pour 2040. Le nouvel objectif, basé sur les travaux du PLUi-H, est une croissance plus modérée, visant une population de 104 000 habitants en 2040, avec un taux de croissance annuel de 0.23

Cette orientation du PADD du SCOT est revue en cohérence avec les travaux en cours du PLUi-H qui ont permis de réactualiser ces perspectives démographiques en les actualisant et en les adaptant au contexte récent.

Orientations du PADD touchées par la procédure :

- « 3.2 Mettre en œuvre une politique de l'habitat équilibrée et solidaire »

Avant	Après
Afin d'atteindre cet équilibre générationnel et de maintenir sa population active et son niveau de services, le territoire portera sa population à 117 000 habitants.	Afin d'atteindre cet équilibre générationnel et de maintenir sa population active et son niveau de services, le territoire portera sa population à près de 104 000 habitants.

b - Modification de l'objectif de production de logements (et l'enveloppe foncière habitat)

L'objectif de réaliser 13 800 nouveaux logements entre 2020 et 2040 est ajusté à 7 532 logements pour tenir compte des travaux du PLUi-H. La nouvelle approche prévoit une territorialisation des logements, avec une répartition foncière adaptée par commune, l'enveloppe foncière dite communale est ainsi de 211 ha.

Orientations du DOO touchées par la procédure :

- « 1.1.3 La maîtrise des consommations d'espaces naturels et agricoles »
- « 2.2.1 La production de logements à réaliser »

Avant	Après
Pour répondre au besoin et réussir cette transition entre le parc actuel et le parc souhaité à l'horizon 2040, le territoire produira 13 800 logements nouveaux, dont 36 % au moins seront réalisés à l'intérieur des centralités. Il visera une densité moyenne de 18 logements par hectare dans les futures opérations en extension. Il engagera, enfin, un important programme de modernisation du parc existant.	Pour répondre au besoin et réussir cette transition entre le parc actuel et le parc souhaité à l'horizon 2040, le territoire produira 7 532 logements nouveaux, dont 36 % au moins seront réalisés à l'intérieur des centralités. Il visera au minimum une densité moyenne de 18 logements par hectare dans les futures opérations en extension. Il engagera, enfin, un important programme de modernisation du parc existant.



3

Partie 3 : Méthodologie de l'évaluation environnementale

I. L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE, UN DISPOSITIF CADRE PAR LA LOI

L'évaluation environnementale a pour objectif d'apprécier la cohérence entre les objectifs et les orientations du SCoT modifié dans le cadre la modification simplifiée et les enjeux environnementaux du territoire identifiés par l'état initial de l'environnement. Elle doit identifier les incidences prévisibles de la mise en œuvre de la procédure de modification, en apprécier l'importance et proposer, le cas échéant, des mesures pour les supprimer, les réduire ou les compenser.

D'une manière générale, l'évaluation environnementale a plusieurs finalités :

- S'appuyer sur une connaissance approfondie et formalisée des territoires par une analyse de l'état initial de l'environnement et de son évolution ;
- S'assurer de la pertinence des choix effectués en mesurant les impacts et en vérifiant régulièrement la cohérence ;
- Informer les citoyens sur les enjeux et les résultats des politiques mises en œuvre.

L'environnement doit y être appréhendé dans sa globalité : population et santé humaine, biodiversité, terres, sol, eau, air et climat, biens matériels, patrimoine culturel et paysage, ainsi que les interactions entre ces éléments.

Aussi, l'évaluation environnementale doit être proportionnée à la sensibilité environnementale des zones susceptibles d'être affectées, à l'importance et à la nature des travaux, ouvrages ou interventions et à leurs incidences prévisibles sur l'environnement et la santé humaine.

II. MISE A JOUR DES DONNEES DE L'EIE ET COMPLEMENTS D'ANALYSE DES DOCUMENTS CADRES

L'évaluation environnementale de la présence procédure se base sur les enjeux identifiés dans l'Etat Initial de l'Environnement du SCoT en vigueur. Elle a permis d'apporter des mises à jour des données de l'EIE suivantes :

L'environnement physique et les paysages

Carte plus récente issue de l'EIE du PLUI en cours d'élaboration

Milieus et biodiversité

Carte plus récente issue de l'EIE du PLUI en cours d'élaboration

Les ressources

- **L'eau potable** : chiffres mis à jour
- **L'énergie** : chiffres mis à jour avec déclinaison par secteurs par rapport au RNT du SCoT

L'impact des activités humaines

- **L'eau** : nouvelles cartes produites dans le cadre de la procédure pour cartographier les objectifs du SDAGE 2022-2027
- **Les déchets** : texte mis à jour avec citation du récent PLPDMA
- **La qualité de l'air** : texte mit à jour à partir des données airbreizh.fr

D'autre part, l'analyse de l'articulation du SCoT avec les documents cadre a été complétée et mise à jour en tenant compte des documents ayant évolué depuis l'approbation du SCoT :

Le SCoT doit être compatible avec :		Document ayant évolué depuis l'approbation du SCoT ?
Les dispositions relatives aux espaces littoraux,		Non
Les règles générales du Schéma Régional Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires de Bretagne (SRADDET)		Oui
Le Schéma de Mise en Valeur de la Mer du Trégor Goëlo (SMVM) à valeur de directive territoriale d'aménagement,		Non
Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Loire-Bretagne,		Oui
Les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux	Le SAGE Argoat-Trégor-Goëlo	Non
	Le SAGE Baie de Lannion	Non
	Le SAGE de l'Aulne	Non
	Le SAGE Léon-Trégor	Oui
Le Plan de Gestion des Risques d'Inondations (PGRI) du bassin Loire-Bretagne,		Oui
Les dispositions du Plan d'Exposition au Bruit (PEB) de l'aéroport de Lannion.		Non

Cette analyse vise à déterminer si la procédure de modification simplifiée du SCoT permet de garantir une compatibilité ou une prise en compte des documents cadres.

III. ANALYSE DES INCIDENCES DU PROJET RETENU ET DES DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES LITTERALES ET GRAPHIQUES

Le SCoT en vigueur, approuvé le 4 février 2020 a fait l'objet d'une évaluation environnementale. Cette dernière conclut que, de manière globale, le DOO prend bien en compte l'ensemble des enjeux identifiés par l'état initial de l'environnement, et apporte une plus-value pour la majorité des thématiques). Les principales incidences sont liées aux besoins nouveaux liés aux ambitions de développement consacrées par le projet (ambition démographique, ambition en matière de production nouvelle de logements, ambition en matière de développement de l'activité économique, ...).

Il s'agit, dans le cadre de la présente procédure, non pas de réaliser une nouvelle évaluation environnementale de l'ensemble du dossier de SCoT, mais bien d'analyser les effets sur l'environnement des objets de modification de la procédure de modification simplifiée.

L'objectif du Zéro Artificialisation Nette (ZAN) vise à stopper l'artificialisation des sols d'ici 2050. Cela implique une gestion stricte et optimisée des terres afin de protéger les espaces naturels, agricoles et forestiers. Pour atteindre cet objectif, plusieurs étapes et mesures ont été mises en place.

La modification simplifiée du SCoT du Trégor vise à ajuster ses orientations en fonction des travaux du PLUi-H. Ce processus est positif car il permet une nette réduction des droits à construire, contribuant ainsi à une meilleure gestion des espaces et à la protection des zones naturelles, agricoles et forestières. En alignant les objectifs de développement durable avec les nouvelles perspectives démographiques et les besoins en aménagement du territoire, cette adaptation permet de réduire l'artificialisation des sols tout en répondant aux évolutions récentes en matière de population et d'infrastructures.

La présente évaluation environnementale regroupe les objets de modification de la procédure de la manière suivante :

3. Déclinaison des objectifs de limitation de la consommation d'espaces du SRADDET

- Révision de l'enveloppe foncière globale allouée au territoire
- Révision de l'enveloppe foncière dédiée aux activités économiques
- Modification des projets d'infrastructures de transport terrestre

4. Révision de la trajectoire démographique

- Modification de l'objectif démographique
- Modification de l'objectif de production de logements (et l'enveloppe foncière habitat)

Elle est thématiquée selon les sujets suivants :

- L'environnement physique et les paysages
- Milieux et biodiversité
- Les ressources (L'eau potable, l'énergie)
- L'impact des activités humaines
- La vulnérabilité, les risques et nuisances

Quand bien même les incidences positives de la modification simplifiée sont prédominantes, une analyse des incidences négatives potentielles attendues est également faite.

Enfin, l'analyse des incidences sur les sites Natura 2000 se base sur les conclusions de l'évaluation environnementale du SCoT en vigueur et les incidences des modifications apportées par la procédure.

L'élaboration de l'évaluation environnementale a permis de faire état des incidences positives globales sur l'environnement de la procédure, ainsi que l'identification d'incidences potentielles négatives que le SCoT permet d'ores et déjà de réduire de manière suffisante.



4

Partie 4 : Etat Initial de l'environnement

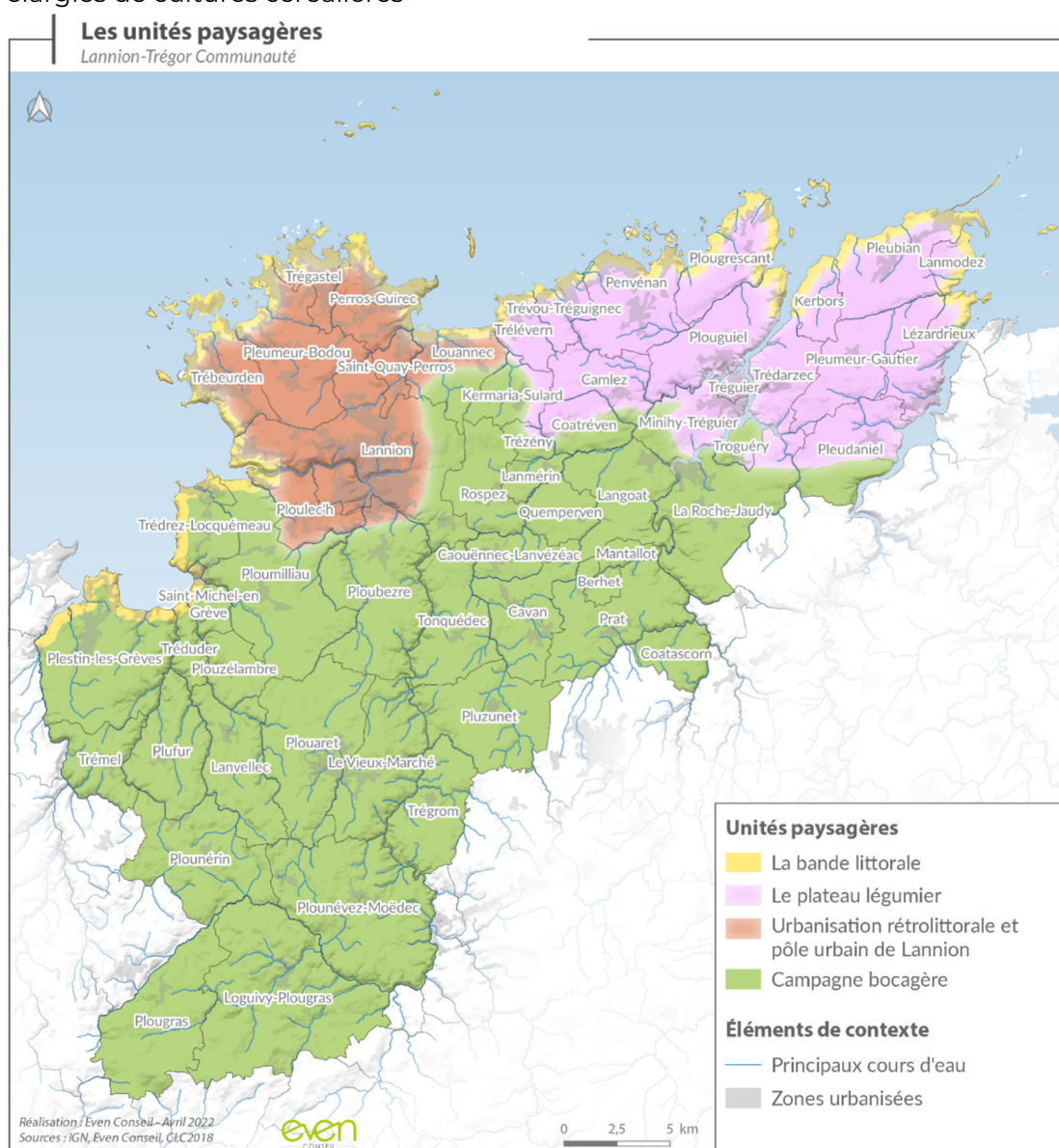
L'ensemble des cibles environnementales ont été évaluées dans le cadre de l'état initial de l'environnement qui a donc permis de dresser le portrait du territoire.

III.1 - L'environnement physique et les paysages

Le territoire s'étend sur le plateau du Trégor et prend appui en partie sud sur les reliefs des Monts d'Arée, avoisinants les 280 mètres. Deux principales vallées traversent le territoire, le Léguer à l'Ouest et le Trieux à l'Est.

Son paysage est façonné selon 3 terroirs :

- Le Trégor à vallées encaissées boisées et plateau conservant des mailles encore denses de talus arborés et prairies
- Le Trégor « légumier » à plateau montrant un paysage ouvert, à mailles denses de talus murs herbacés
- Le Trégor mixte à bocage à mailles élargies avec une nette proportion de parcelles élargies de cultures céréalières

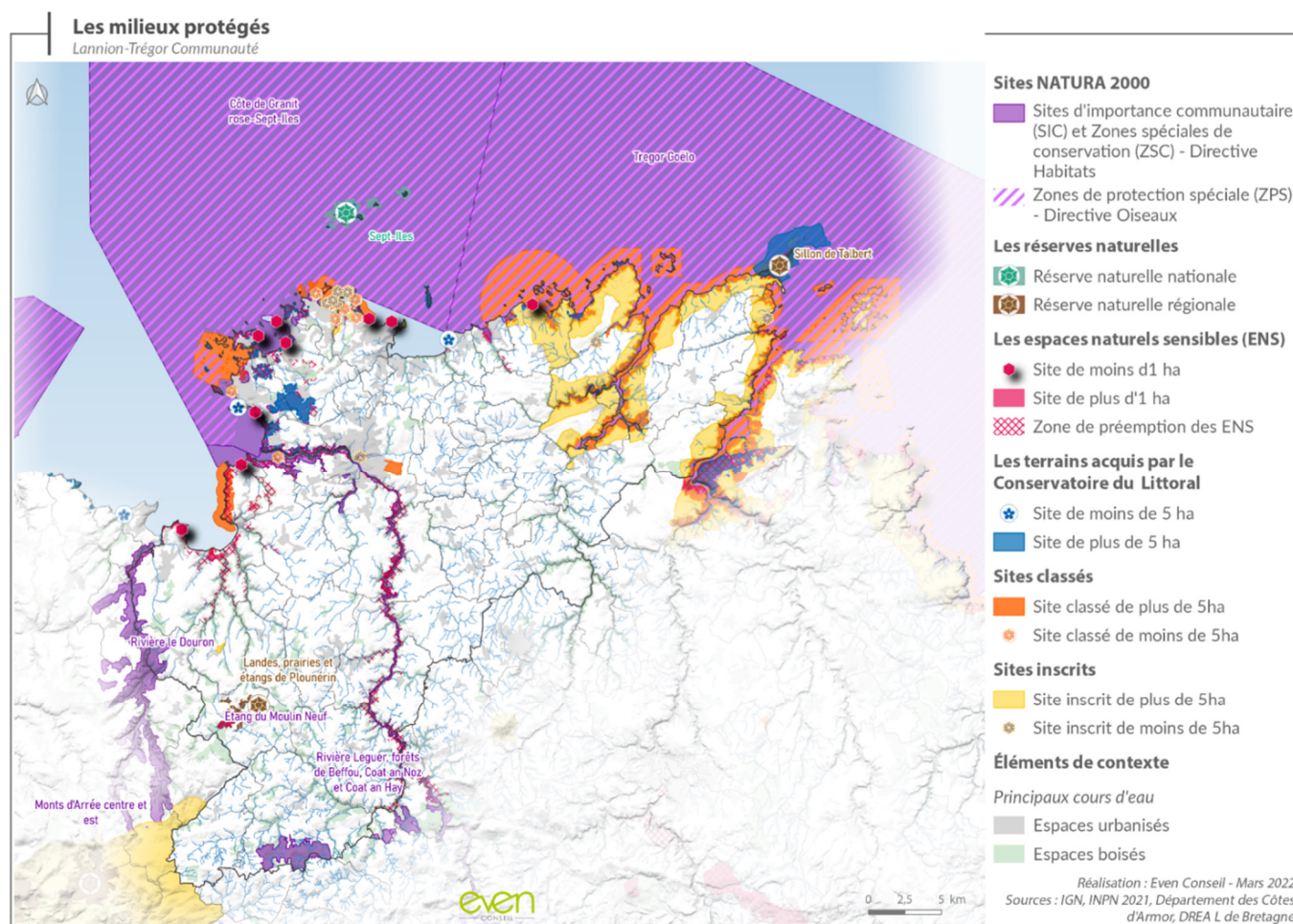


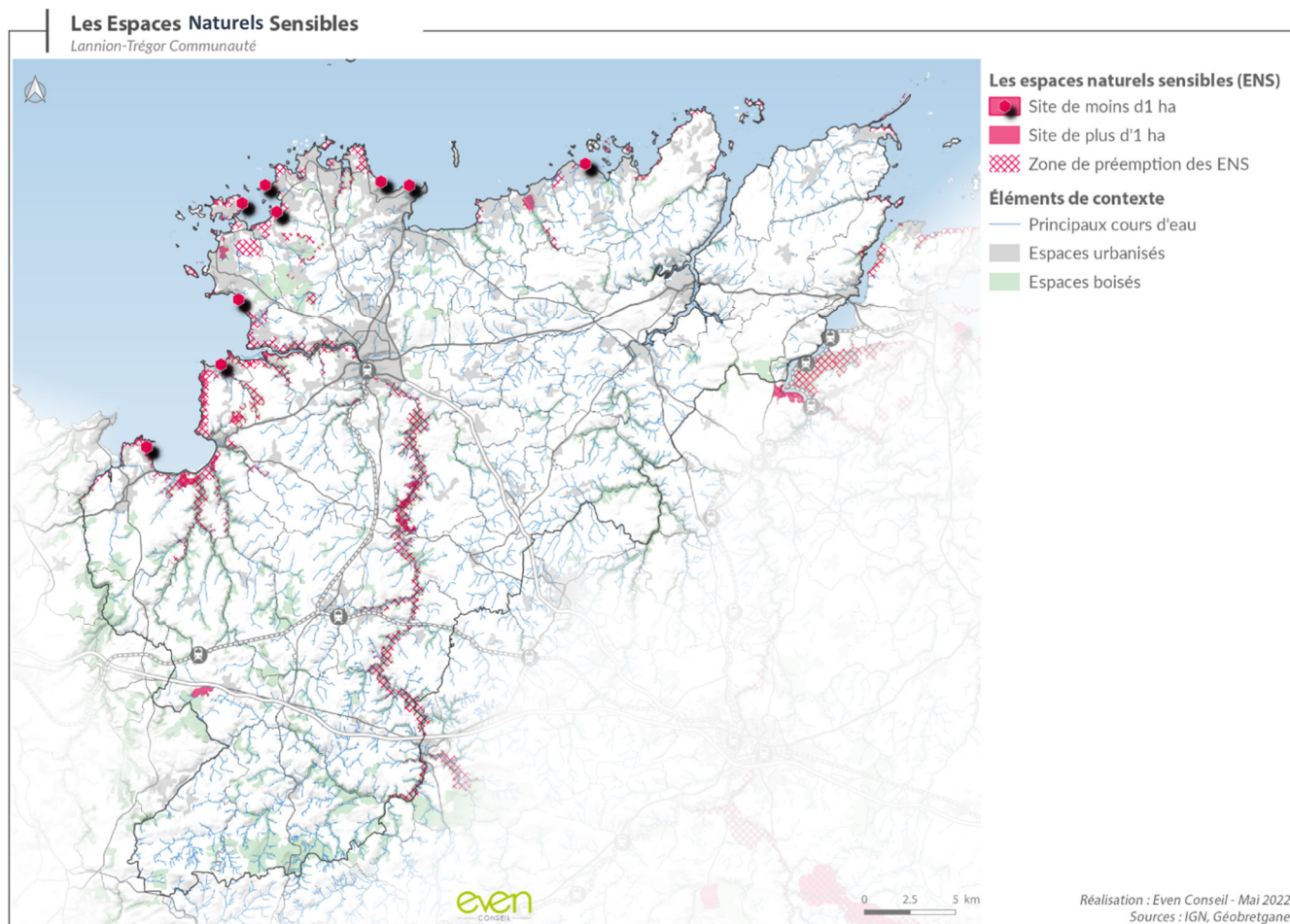
III.2 - Milieux et biodiversité

De nombreux zonages institutionnels reconnaissent la qualité de la biodiversité du territoire et contribuent à sa préservation. Une grande partie de son linéaire côtier est ainsi intégré aux sites Natura 2000 de la côte de Granit Rose et du Trégor Goëlo. Sont également classés en site Natura 2000 les vallées du Douron, du Léguer, les forêts associées (Beffou, Coat an Hay et Coat an Noz), et l'étang du Moulin Neuf à Plounérin.

Le territoire abrite une grande diversité de milieux constitutifs de la trame verte et bleue du territoire :

- Landes et tourbières
- Cours d'eau
- Zones humides
- Bocage
- Milieux littoraux (terrestres et marins)





III.3 - Les ressources

a - - L'eau potable

Les masses d'eau souterraine et de surface du Trégor présentent un bon état quantitatif. En 2022, Lannion-Trégor Communauté a prélevé plus de 5,3 millions de mètres cubes d'eau à partir de 12 sources distinctes. Les eaux brutes se composent à 40 % d'eau de forage et à 60 % d'eau superficielle, provenant de rivières ou de nappes superficielles.

Pour garantir la potabilité de l'eau, ces ressources brutes sont traitées dans 11 stations de potabilisation. Une fois traitée, l'eau circule à travers un réseau de distribution de 2 100 km, desservant les 39 communes sous gestion de l'agglomération, soit directement en régie, soit via des délégations de service public, pour un total de 58 700 abonnés. En 2022, les pertes d'eau dans le réseau de distribution ont été de 12 litres pour 100 litres d'eau distribuée, ce qui correspond à un rendement de 88 %. Pour améliorer ce rendement, Lannion-Trégor Communauté a investi environ 5,9 millions d'euros dans le renouvellement de 28,5 km de réseau au cours de l'année.

b - L'énergie

Consommation Énergétique par Secteur

Entre 2010 et 2020, la consommation énergétique finale de la communauté d'agglomération de Lannion-Trégor s'est stabilisée autour de 2 000 GWh par an. Le secteur résidentiel représente une part importante de cette consommation, avec environ 900 GWh en début de période, réduisant légèrement à environ 850 GWh en 2020. Le secteur tertiaire consomme environ 500 GWh annuellement, avec une légère diminution à la fin de la période. La consommation énergétique du transport routier, qui est d'environ 600 GWh en 2010, montre une tendance à la baisse, atteignant environ 550 GWh en 2020.

Les secteurs de l'industrie hors énergie, des déchets, des autres transports, et de l'agriculture combinés représentent une consommation plus modeste, totalisant environ 150 GWh par an et restant globalement stables.

Consommation Énergétique par Type d'Énergie

La consommation énergétique finale par type d'énergie montre que les produits pétroliers dominent largement, représentant environ 1 200 GWh en 2010 et diminuant légèrement à environ 1 100 GWh en 2020. La consommation de gaz naturel augmente légèrement de 400 GWh en 2010 à environ 450 GWh en 2020. L'électricité constitue une part stable et significative de la consommation totale, avec environ 700 GWh par an. Les autres sources d'énergie, comprenant la chaleur, la biomasse, et les autres, représentent ensemble environ 200 GWh par an. Ces chiffres indiquent une forte dépendance aux énergies fossiles, malgré des efforts pour diversifier les sources d'énergie utilisées.

Production d'Énergie Renouvelable

La production d'énergie renouvelable dans le territoire de la CA Lannion-Trégor a connu une croissance substantielle entre 2000 et 2022. En 2000, la production totale d'énergie renouvelable était d'environ 100 GWh, principalement dominée par le bois énergie domestique et les chaufferies. En 2022, cette production a augmenté à environ 300 GWh, avec l'éolien terrestre contribuant à hauteur de 100 GWh, et le bois énergie, incluant domestique et chaufferies, représentant environ 150 GWh. La production d'énergie solaire photovoltaïque a également augmenté de manière significative, passant de moins de 10 GWh en 2000 à environ 50 GWh en 2022. D'autres sources renouvelables, telles que la méthanisation et l'hydroélectricité, ont montré des augmentations modestes, contribuant chacune à hauteur d'environ 10-20 GWh en 2022.

Ainsi, sur le territoire de la CA Lannion-Trégor, la consommation énergétique est relativement stable mais avec une légère tendance à la baisse dans les principaux secteurs d'activité. La consommation reste dominée par les produits pétroliers, bien que la diversification vers d'autres sources d'énergie soit perceptible. La production d'énergie renouvelable a triplé entre 2000 et 2022, avec des contributions significatives de l'éolien terrestre et du solaire photovoltaïque, démontrant un engagement fort vers une transition énergétique durable. Ces chiffres montrent que le territoire est en bonne voie pour réduire sa dépendance aux énergies fossiles et augmenter la part des énergies renouvelables dans son mix énergétique, préparant ainsi le terrain pour des actions futures visant à améliorer l'efficacité énergétique et à renforcer cette transition.

Source : Terristory

III.4 - L'impact des activités humaines

a - Les sols

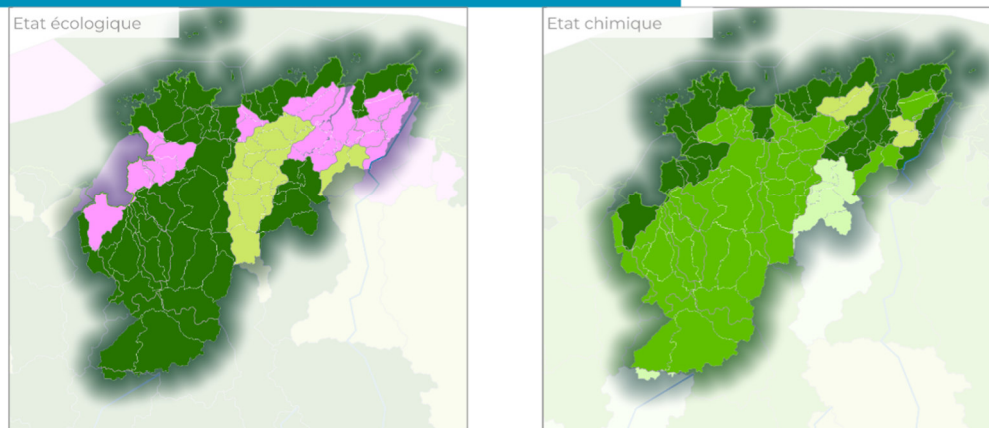
On recense environ 700 sites pollués ou potentiellement pollués sur le territoire, 97 sites de stockage des marées noires et trois sites d'extraction d'uranium qui font l'objet d'un suivi spécifique.

Les

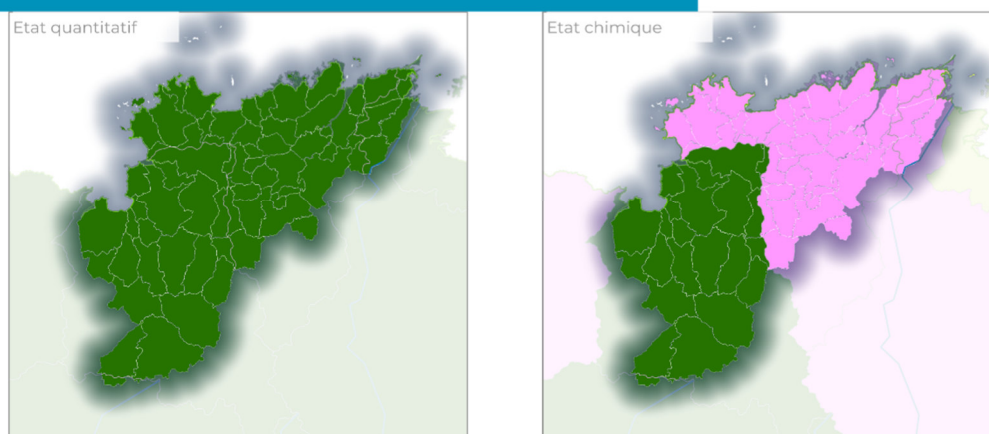
b - L'eau

Lannion Trégor Communauté appartient au sous bassin versant « Vilaine et côtiers bretons ». L'état des masses d'eaux de surfaces et souterraines d'après le SDAGE Loire-Bretagne 2022-2027 est le suivant :

Eau de surface



Eau souterraine



Établissement public du ministère
chargé du développement durable

Objectif SDAGE Loire Bretagne 2022-2027

- Objectif "bon état" depuis 2015
- Report de délai 2021
- Report de délai 2027
- Report de délai 2033
- Objectif moins strict

0 10 km



Sources : SDAGE ; Réalisation : Citadia Conseil - - Le 08-2024

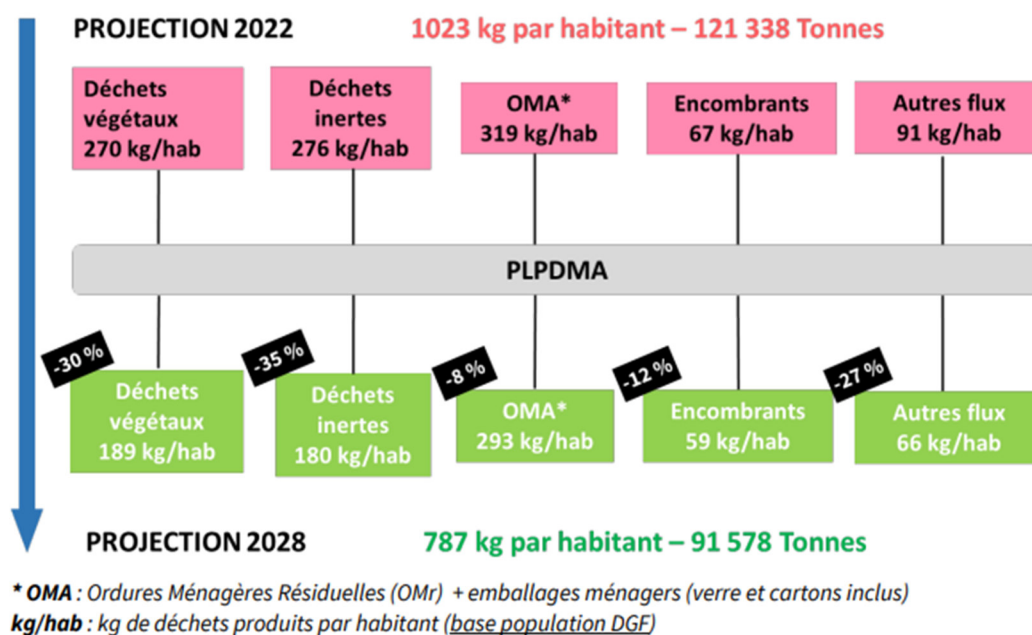
Le territoire dispose de 58 stations d'épuration, dont une seule a présenté des non-conformités en 2021. En termes de capacité, la différence entre la capacité totale des stations d'épuration (STEP) et les charges entrantes s'élève à 48 570 équivalents habitants (EH) pour l'année 2021. Cette situation offre au territoire une marge de capacité significative, garantissant ainsi une gestion efficace et durable des eaux usées.

Source : SDAGE Loire Bretagne 2022-2027

c - Les déchets

Le territoire s'est engagé dans un Projet de Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) pour la période 2022-2028. Ce programme ambitieux vise à réduire la production de déchets et à promouvoir des pratiques de gestion durable à travers plusieurs objectifs clés.

Les principaux objectifs du PLPDMA sont les suivants :



Grâce à ces initiatives, le territoire s'affirme comme un acteur engagé dans la réduction de tous types de déchets, contribuant ainsi à la préservation de l'environnement et à la promotion d'un mode de vie plus durable.

Source : PLPDMA 2022_2028

d - La qualité de l'air

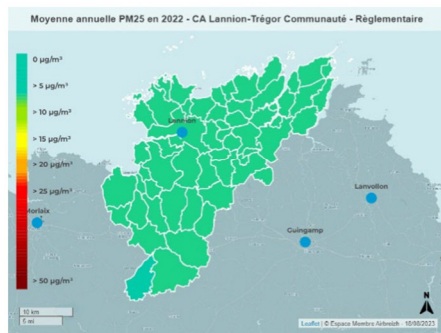
Depuis deux ans, une tendance à la hausse des particules fines (PM10) et du dioxyde d'azote (NO2) est constatée en Bretagne, après une baisse marquée en 2020 liée à la crise sanitaire. Par ailleurs, depuis 2016, l'ozone (O3) connaît une augmentation régulière, avec des variations annuelles influencées par les conditions météorologiques favorables ou non à sa formation.

En 2022, sur le territoire de Lannion Trégor Communauté, les particules fines PM2.5 et l'ozone (O3) ont été les principaux polluants responsables des journées où la qualité de l'air a été qualifiée de mauvaise. Les mois de février à avril ont été particulièrement affectés par des indices de qualité de l'air médiocres, principalement en raison des concentrations élevées de PM2.5. De plus, une dégradation significative de la qualité de l'air a été observée durant l'été (de juin à août) à cause des niveaux élevés d'ozone (O3) enregistrés durant cette période.

Les particules fines PM2.5, dont les effets sanitaires sont bien documentés et avérés, nécessitent une attention particulière. Les cartographies réalisées permettent de visualiser les concentrations de ce polluant et d'identifier les secteurs d'émissions prioritaires sur lesquels il convient d'agir, notamment les secteurs résidentiel (chauffage au bois) et agricole.

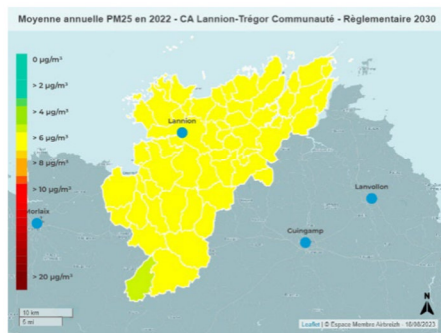
La modélisation, en utilisant les données d'émissions, les conditions météorologiques et le réseau de mesure, permet de simuler la répartition des polluants sur le territoire. Les cartes modélisées ci-dessous illustrent les concentrations moyennes annuelles des particules fines PM2.5 par rapport aux seuils réglementaires actuels, aux seuils prévus pour 2030, ainsi qu'aux valeurs recommandées par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS, 2021).

Particules fines PM2.5



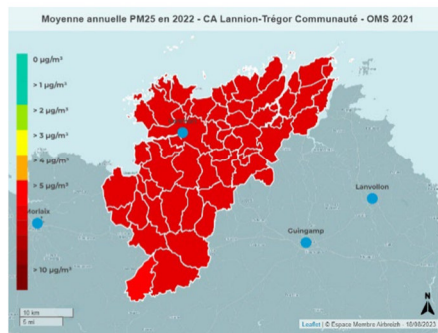
Valeur limite réglementaire = 25 µg/m³

Particules fines PM2.5



Valeur limite réglementaire 2030 = 10 µg/m³

Particules fines PM2.5

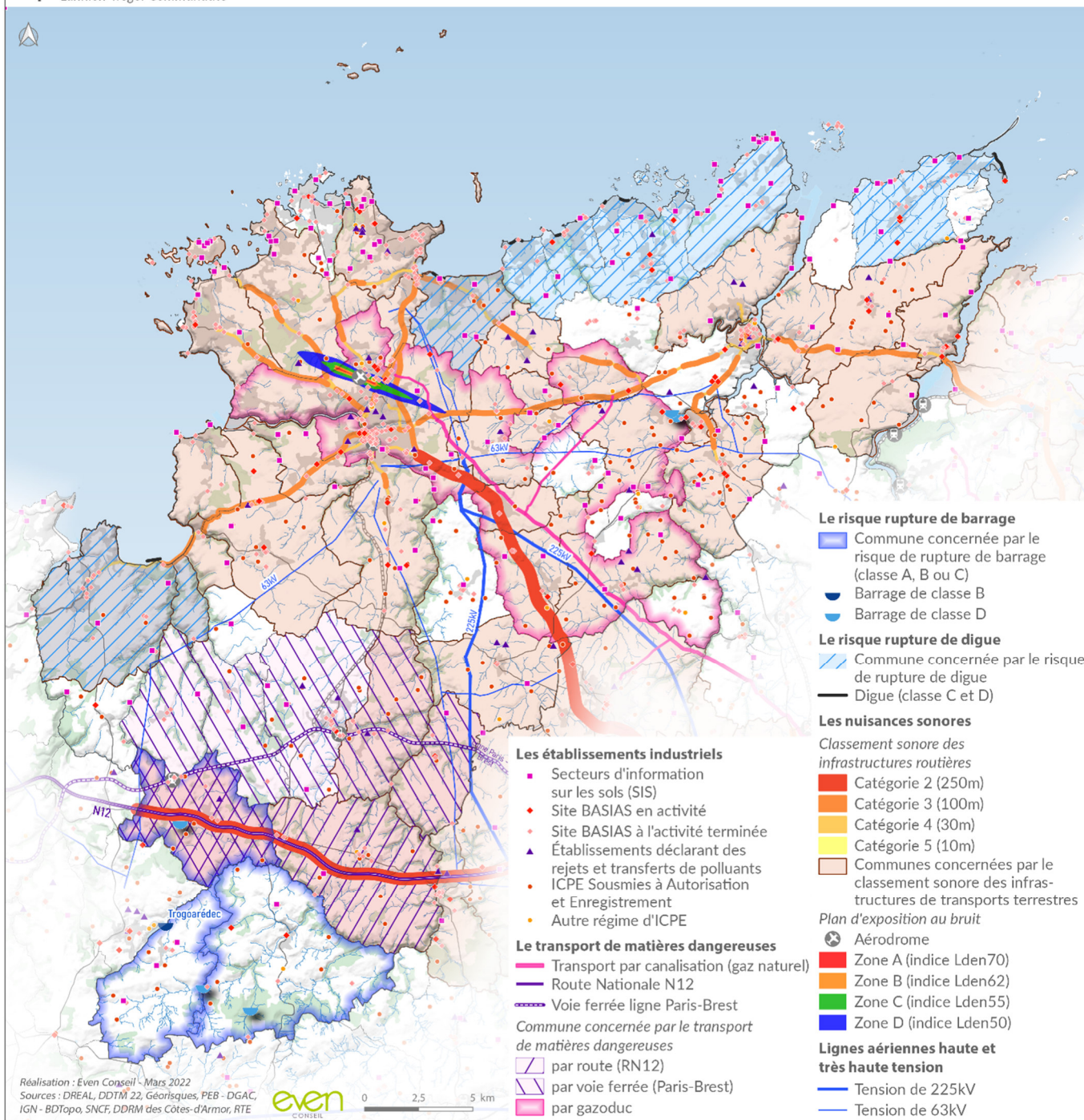


Valeur Seuil OMS 2021 = 5 µg/m³

Source : airbreizh

III.5 - Les risques et nuisances

Seules 12 communes ont un Plan Communal de Sauvegarde et 3 ont un Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs. Tout le territoire est touché par le risque tempête et grains. Le territoire est confronté à des risques importants d'inondation par crue de cours d'eau (27 communes), par submersion marine (30 communes), par remontée de nappe (18 % du territoire) et par ruissellement. Sept communes sont concernées par le risque de rupture de digue. Le territoire est également concerné par des risques de mouvements de terrain : glissement de terrain (en particulier sur le littoral), effondrement, éboulement/chute de pierres et de blocs (en particulier sur le littoral), érosion littorale, coulées boueuses. Une partie du territoire est également concernée par le risque Transport de matières dangereuses (routes, voies ferrées et gazoducs,...). Le risque sismique et le risque retrait/gonflement des argiles sont faibles.





5

Partie 5 : Articulation avec les documents- cadre de la procédure

I. PARAGRAPHE INTRODUCTIF

Le SCoT est un document de planification s'articulant entre les documents d'urbanisme locaux et d'autres documents, schémas, plans et programmes réalisés à une échelle territoriale différente (nationale, régionale, grands bassins versants, etc.)

Conformément à l'article L141-3 du Code de l'urbanisme, le SCoT dans son rapport de présentation « décrit l'articulation du schéma avec les documents mentionnés aux articles L.131-1 et L.131-2 avec lesquels il est compatible ou qu'il prend en compte »

Le territoire du Trégor est concerné par plusieurs documents réglementaires qui s'imposent au SCoT (article L. 131-1 et L. 131-2 du code de l'urbanisme) par rapport de compatibilité ou de prise en compte.

Ainsi le SCoT du Trégor doit être compatible avec :

Le SCoT doit être compatible avec :		Date d'approbation du document	Document ayant évolué depuis l'approbation du SCoT ?
Les dispositions relatives aux espaces littoraux,			Non
Les règles générales du Schéma Régional Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires de Bretagne (SRADDET)		Le 16 mars 2021 Modifié le 16 février 2024	Oui
Le Schéma de Mise en Valeur de la Mer du Trégor Goëlo (SMVM) à valeur de directive territoriale d'aménagement,		Le 3 décembre 2007	Non
Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Loire-Bretagne,		Le 3 mars 2022	Oui
Les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux	Le SAGE Argoat-Trégor-Goëlo	Le 21 avril 2017	Non
	Le SAGE Baie de Lannion	Le 11 juin 2018	Non
	Le SAGE de l'Aulne	Le 1 ^{er} décembre 2014	Non
	Le SAGE Léon-Trégor	Le 26 août 2019	Oui
Le Plan de Gestion des Risques d'Inondations (PGRI) du bassin Loire-Bretagne,		Le 15 mars 2022	Oui
Les dispositions du Plan d'Exposition au Bruit (PEB) de l'aéroport de Lannion.		Le 10 janvier 2007	Non

Le SCoT doit prendre en compte :		Date d'approbation du document	Document ayant évolué depuis l'approbation du SCoT ?
Les objectifs du Schéma Régional Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires de Bretagne (SRADDET)		Le 16 mars 2021 Modifié le 16 février 2024	Oui

Le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) Bretagne,	Le 2 novembre 2015	Non
Les schémas régionaux de développement de l'aquaculture marine	Le 3 octobre 2018	Ajouté dans le cadre de la procédure
Le schéma régional des carrières de Bretagne	Le 30 janvier 2020	Ajouté dans le cadre de la procédure

II. LES DOCUMENTS AVEC LESQUELS LE SCOT DOIT ETRE COMPATIBLE

II.1 - Les dispositions relatives aux espaces littoraux

La modification du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) est pleinement compatible avec les dispositions relatives aux espaces littoraux. Elle respecte les exigences de la loi n°86-2 du 3 janvier 1986 sur l'aménagement et la protection du littoral, ainsi que les articles pertinents du Code de l'Urbanisme. Le SCoT intègre des mesures spécifiques pour le développement urbain en continuité avec les agglomérations, établit des coupures d'urbanisation, définit les espaces proches du rivage, et protège les espaces remarquables, conformément aux prescriptions légales en vigueur. Ces ajustements garantissent une gestion cohérente et réglementée des espaces littoraux tout en préservant les équilibres écologiques et les paysages côtiers.

II.2 - Les règles générales du Schéma Régional Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires de Bretagne (SRADDET)

OBJECTIFS ET DISPOSITIONS DU DOCUMENT CONCERNANT LE SCOT	COMPATIBILITE DE LA PROCEDURE AVEC LE SRADDET
<p>Chapitre A : Equilibre des territoires</p> <p>Règle I-1 Vitalité commerciale des centralités</p> <p>Règle I-2 Production de logements locatifs abordables et mixité</p> <p>Règle I-3 Développement des polarités</p> <p>Règle I-4 Identité paysagère du territoire</p> <p>Règle I-5 Itinéraires et sites touristiques</p> <p>Règle I-6 Habitat des actifs du tourisme</p> <p>Règle I-7 Protection des terres agricoles et secteurs prioritaires de remise en état agricole</p> <p>Règle I-8 Réduction de la consommation foncière</p> <p>Règle I-9 Cibles territorialisées de consommation foncière maximale pour la tranche 2021-2031</p>	<p>Règle I-1 Vitalité commerciale des centralités : Le SCoT encourage le développement de logements et de services dans les centralités urbaines, soutenant ainsi la vitalité commerciale. La territorialisation des logements garantit un développement équilibré des communes, renforçant les centralités locales.</p> <p>Règle I-2 Production de logements locatifs abordables et mixité : La révision des objectifs de logements prévoit une répartition adaptée, ce qui peut inclure la production de logements locatifs abordables. Cette approche favorise la mixité sociale et répond aux besoins des différentes catégories de population.</p> <p>Règle I-3 Développement des polarités : La concentration des nouveaux logements dans certaines zones permet de renforcer les polarités urbaines et de soutenir leur développement économique et social.</p> <p>Règle I-4 Identité paysagère du territoire : La réduction de la consommation foncière aide à préserver les paysages naturels et agricoles, maintenant l'identité paysagère du territoire.</p> <p>Règle I-5 Itinéraires et sites touristiques : En limitant l'étalement urbain, le SCoT préserve les itinéraires et sites touristiques de la région, contribuant à la protection des attraits touristiques et des paysages.</p> <p>Règle I-6 Habitat des actifs du tourisme : La territorialisation des logements permet de répondre aux besoins en logement des actifs du secteur touristique, en assurant une offre adaptée proche des zones touristiques.</p> <p>Règle I-7 Protection des terres agricoles et secteurs prioritaires de remise en état agricole : La réduction de l'enveloppe foncière de 427 ha à 203 ha pour les nouveaux logements diminue la pression sur les terres agricoles, les protégeant de l'urbanisation.</p> <p>Règle I-8 Réduction de la consommation foncière : Le SCoT réduit significativement la consommation foncière, se conformant aux directives du SRADDET pour une utilisation durable des sols.</p> <p>Règle I-9 Cibles territorialisées de consommation foncière maximale</p>

	<p>pour la tranche 2021-2031 : La révision de l'enveloppe foncière répond aux cibles de consommation foncière maximale fixées par le SRADDET, assurant une gestion efficace et durable du territoire.</p> <p>La procédure de modification simplifiée n'entraîne pas d'incompatibilité du SCoT avec le document. Elle permet au contraire de rendre le SCoT compatible avec le SRADDET modifié.</p>
<p>Chapitre B. : Biodiversité et Ressources</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Identification des continuités écologiques et secteurs prioritaires de renaturation écologique 2. Protection et reconquête de la biodiversité 3. Espaces boisés et de reboisement 4. Qualité de l'air 5. Projets de développement, ressource en eau et capacités de traitement 6. Activités maritimes 7. Déchets et économie circulaire 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Identification des continuités écologiques et secteurs prioritaires de renaturation écologique : En limitant l'étalement urbain, le SCoT aide à maintenir et à renforcer les continuités écologiques. Les espaces non urbanisés peuvent être ciblés pour des projets de renaturation écologique. 2. Protection et reconquête de la biodiversité : La réduction de l'urbanisation et la préservation des espaces naturels favorisent la protection et la reconquête de la biodiversité locale. 3. Espaces boisés et de reboisement : Moins de pression foncière permet de conserver et d'augmenter les espaces boisés, contribuant ainsi aux efforts de reboisement. 4. Qualité de l'air : La densification urbaine permet de réduire les déplacements en voiture, ce qui peut améliorer la qualité de l'air en diminuant les émissions de polluants. 5. Projets de développement, ressource en eau et capacités de traitement : Une planification plus concentrée permet une gestion plus efficace des ressources en eau et des capacités de traitement, alignée avec les objectifs de durabilité. 6. Activités maritimes : La préservation des zones côtières et des espaces naturels protège les activités maritimes en réduisant les impacts négatifs de l'urbanisation sur les écosystèmes marins. 7. Déchets et économie circulaire : La gestion des déchets peut être optimisée dans des zones urbaines plus concentrées, facilitant la mise en œuvre de stratégies d'économie circulaire. <p>La procédure de modification simplifiée n'entraîne pas d'incompatibilité du SCoT avec le document.</p>
<p>Chapitre C. : Climat Énergie</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Réduction des émissions de GES 2. Développement de production d'énergie renouvelable 3. Secteurs de production d'énergie renouvelable 4. Performance énergétique des nouveaux bâtiments 5. Réhabilitation thermique 6. Mesures d'adaptation au changement climatique 7. Projection d'élévation du niveau de la mer 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Réduction des émissions de GES : La densification urbaine et la réduction des trajets en voiture contribuent à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. 2. Développement de production d'énergie renouvelable : La planification territoriale peut inclure des projets de développement d'énergies renouvelables, profitant de la réduction de la consommation foncière. 3. Secteurs de production d'énergie renouvelable : La préservation des espaces naturels offre des opportunités pour installer des infrastructures de production d'énergie renouvelable. 4. Performance énergétique des nouveaux bâtiments : Une approche territorialisée permet de promouvoir des normes élevées de performance énergétique pour les nouveaux logements. 5. Réhabilitation thermique : La concentration des efforts sur des zones spécifiques facilite la mise en œuvre de programmes de réhabilitation thermique des bâtiments existants, par ailleurs la densification peut améliorer le confort thermique. 6. Mesures d'adaptation au changement climatique : La préservation des espaces naturels contribue à l'adaptation au changement climatique en offrant des zones tampons contre les événements climatiques extrêmes. 7. Projection d'élévation du niveau de la mer : La réduction de l'urbanisation dans les zones côtières minimise les risques liés à l'élévation du niveau de la mer. <p>La procédure de modification simplifiée n'entraîne pas d'incompatibilité du SCoT avec le document.</p>
<p>Chapitre D. : Mobilités</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Mobilité sans voiture ou décarbonée 2. Intégration des mobilités aux projets d'aménagement 3. Lisibilité et complémentarité des offres de transports 4. Développement des aires de covoiturage 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Mobilité sans voiture ou décarbonée : La densification urbaine favorise les modes de transport sans voiture ou décarbonés, en réduisant les distances à parcourir pour les services essentiels. 2. Intégration des mobilités aux projets d'aménagement : Une planification urbaine concentrée facilite l'intégration des infrastructures de mobilité durable dans les projets d'aménagement. 3. Lisibilité et complémentarité des offres de transports : La territorialisation des logements permet une meilleure organisation et complémentarité des offres de transports, améliorant ainsi l'accessibilité et la mobilité. 4. Développement des aires de covoiturage : La concentration des logements dans certaines zones favorise le développement d'aires de covoiturage, réduisant l'usage des véhicules individuels. <p>La procédure de modification simplifiée n'entraîne pas d'incompatibilité du SCoT avec le document.</p>

II.3 - Le Schéma de Mise en Valeur de la Mer du Trégor Goëlo (SMVM) à valeur de directive territoriale d'aménagement,

La modification du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) est pleinement compatible avec le Schéma de Mise en Valeur de la Mer (SMVM) approuvé le 3 décembre 2007. Le SCoT intègre les orientations du SMVM, notamment la préservation des ressources naturelles, la protection des milieux naturels remarquables et l'organisation des activités littorales et maritimes. Il reprend les tracés des « Zones à vocation principale naturelle » et respecte les dispositions du SDAGE et des SAGE locaux pour améliorer la qualité de l'eau. De plus, le SCoT adapte ses mesures d'urbanisation en conformité avec la loi Littoral et actualise les limites des Espaces Proches du Rivage, tout en intégrant des prescriptions pour la préservation des milieux naturels et des paysages.

La procédure de modification simplifiée n'entraîne pas d'incompatibilité du SCoT avec le document.

II.4 - Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Loire-Bretagne

OBJECTIFS ET DISPOSITIONS DU DOCUMENT CONCERNANT LE SCOT	COMPATIBILITE DE LA PROCEDURE AVEC LE SDAGE
<p>CHAPITRE 1: Repenser les aménagements des cours dans leur bassin versant</p> <p>Objectif 1A –Préservation et restauration du bassin versant</p> <p>Objectif 1B - Prévenir toute nouvelle dégradation des milieux</p> <p>Objectif 1C – Restaurer la qualité physique et fonctionnelle des cours d'eau, des zones estuariennes et des annexes hydrauliques</p> <p>Objectif 1D – Assurer la continuité longitudinale des cours d'eau</p> <p>Objectif 1E – Limiter et encadrer la création de plans d'eau</p> <p>Objectif 1F – Limiter et encadrer les extractions de granulats alluvionnaires en lit majeur</p> <p>Objectif 1G – Préserver les capacités d'écoulement des crues ainsi que les zones d'expansion des crues et les capacités de ralentissement des submersions marines</p>	<p>La modification du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) est parfaitement compatible avec les orientations du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE). En réduisant les droits à construire, le SCoT contribue à une diminution significative de l'artificialisation et de l'imperméabilisation des sols, ce qui limite les impacts négatifs sur la ressource en eau, tels que l'augmentation du ruissellement et la pollution. Cette approche favorise une meilleure gestion des eaux de surface et souterraines, et aide à réduire les pollutions par les nitrates, les substances organiques, les phosphores, les pesticides, et les micropolluants. De plus, elle soutient la préservation des zones humides et de la biodiversité aquatique, tout en renforçant la protection du littoral et des têtes de bassin versant. En alignant ses mesures avec les recommandations du SDAGE, le SCoT assure une cohérence dans la gouvernance locale et l'application des politiques publiques en matière de gestion de l'eau et de préservation des milieux naturels.</p>
<p>CHAPITRE 3: Réduire la pollution par les nitrates</p> <p>Objectif 3C – Améliorer l'efficacité de la collecte des eaux usées</p> <p>Objectif 3D – Maîtriser les eaux pluviales par la mise en place d'une gestion intégrée à l'urbanisme</p> <p>Objectif 3E – Réhabiliter les installations d'assainissement non collectif</p>	
<p>CHAPITRE 6: Protéger la santé en protégeant la ressource en eau</p> <p>Objectif 6B – Finaliser la mise en place des arrêtés de périmètres de protection sur les captages</p> <p>Objectif 6D – Mettre en place des schémas d'alerte pour les captages</p> <p>Objectif 6F – Maintenir et/ou améliorer la qualité des eaux de baignade et autres usages sensibles en eaux continentales et littorales</p>	

<p>CHAPITRE 7 : Gérer les prélèvements d'eau de manière équilibrée et durable</p> <p>Objectif 7A – Anticiper les effets du changement climatique par une gestion équilibrée et économe de la ressource en eau</p>	
<p>CHAPITRE 8 : Préserver et restaurer les zones humides</p> <p>Objectif 8A - Préserver et restaurer les zones humides pour pérenniser leurs fonctionnalités</p> <p>Objectif 8B – Préserver les zones humides dans les projets d'installations, ouvrages, travaux et activités</p> <p>Objectif 8C – Préserver, gérer et restaurer les grands marais littoraux</p>	
<p>CHAPITRE 9 : Préserver la biodiversité aquatique</p> <p>Objectif 9C – Mettre en valeur le patrimoine halieutique</p>	
<p>CHAPITRE 10 : Préserver le littoral</p> <p>Objectif 10C – Restaurer et/ou protéger la qualité sanitaire des eaux de baignade</p> <p>Objectif 10D – Restaurer et/ou protéger la qualité sanitaire des eaux des zones conchylicoles et de pêche à pied professionnelle</p> <p>Objectif 10E – Restaurer et/ou protéger la qualité sanitaire des zones de pêche à pied de loisir</p> <p>Objectif 10F – Aménager le littoral en prenant en compte l'environnement</p>	
<p>CHAPITRE 11 : Préserver les têtes de bassin versant</p> <p>Objectif 11A – Restaurer et préserver les têtes de bassin versant</p>	

II.5 - Les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux Argoat-Trégor-Goëlo et Baie de Lannion, ainsi que de l'Aulne et Léon-Trégor (partiellement),

OBJECTIFS ET DISPOSITIONS DU DOCUMENT CONCERNANT LE SCOT	COMPATIBILITE DE LA PROCEDURE AVEC LE SAGE
<p>Les principaux enjeux du SAGE Argoat-Trégor-Goëlo sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Faire émerger la fierté du territoire, ▪ Assurer une bonne gouvernance entre les structures porteuses, ▪ Veiller à la qualité des eaux (qualité bactériologique, physico-chimique et chimique) ▪ Atteindre le bon état écologique pour les masses d'eau du territoire, ▪ Maintien d'une gestion quantitative de la ressource ▪ Assurer la prévention des inondations et submersions marines. <p>Les principaux enjeux du SAGE Baie de Lannion sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Garantir une bonne qualité des eaux continentales et littorales, ▪ Anticiper pour assurer un équilibre global entre les ressources et les usages (eau potable, activités humaines, fonctions biologiques), ▪ Protéger les patrimoines naturels pour maintenir et valoriser le bon fonctionnement des milieux aquatiques, ▪ Mettre en œuvre des principes d'aménagement des espaces, en cohérence avec les usages de l'eau, des milieux et la prévention des risques, ▪ Partager la stratégie par une gouvernance et une communication efficaces. <p>Les enjeux majeurs du SAGE de l'Aulne sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le maintien de l'équilibre écologique de la Rade de Brest et la protection des usages littoraux, ▪ La restauration de la qualité des eaux pour l'approvisionnement en eau potable, ▪ Le maintien des débits d'étiage, ▪ La protection contre les inondations. ▪ La préservation du potentiel biologique et le rétablissement de la libre circulation des espèces migratrices, 	<p>Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) fixe plusieurs objectifs pour les documents d'urbanisme locaux, notamment la mise en conformité des systèmes d'assainissement collectifs et non collectifs, en adéquation avec la capacité des réseaux et des stations d'épuration. Il stipule que toute nouvelle urbanisation doit être réalisée sans rejets directs d'eaux traitées dans les milieux superficiels, et que dans les zones rurales, les changements de destination doivent respecter les normes d'assainissement en vigueur. En outre, le SCoT met l'accent sur la maîtrise du ruissellement des eaux pluviales, en limitant l'imperméabilisation des sols et en favorisant la gestion des eaux pluviales à proximité de leur point de chute, en utilisant des techniques d'aménagement hydraulique et de génie écologique compatibles avec les milieux naturels.</p> <p>Le SCoT insiste également sur la préservation des zones humides, des talus, des haies, et des espaces naturels et agricoles, qui jouent un rôle crucial dans la rétention des polluants et la protection des cours d'eau. Il interdit l'ouverture de nouvelles carrières ou mines susceptibles de nuire à la qualité de l'eau et promeut la gestion des eaux usées des navires, en prévoyant des infrastructures pour la récupération des eaux grises et noires. En matière de protection du littoral, le SCoT recommande de délimiter et préserver les milieux marins et les espaces remarquables, de contrôler l'urbanisation pour éviter la formation de fronts bâtis continus, et de prévenir les extractions de matériaux marins.</p> <p>Enfin, le SCoT donne pour objectif aux documents d'urbanisme locaux de garantir une gestion équilibrée des ressources en eau, en adéquation avec le développement urbain. Il préconise la protection des périmètres de captage d'eau potable et encourage la récupération et l'utilisation des eaux pluviales. Pour réduire les risques d'inondations et d'érosion côtière, le SCoT recommande d'identifier les zones à risque, de limiter l'urbanisation dans ces secteurs, et de préserver les espaces naturels littoraux comme les dunes et les marais. Parallèlement, il met en avant la nécessité de préserver les zones humides et le bocage, qui jouent un rôle vital dans la maîtrise du ruissellement des eaux pluviales et la réduction des risques d'inondation.</p> <p>La procédure est compatible avec le document.</p>

a - Le SAGE Léon-Trégor

OBJECTIFS ET DISPOSITIONS DU DOCUMENT CONCERNANT LE SCOT	COMPATIBILITE DE LA PROCEDURE AVEC LE SAGE
<p>Objectif 1 : Améliorer la qualité de l'eau</p> <p>Disposition n°2 : Diagnostiquer les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées, et élaborer un schéma directeur d'assainissement des eaux usées sur les communes littorales</p> <p>Disposition n°10 : Limiter le ruissellement en développant des techniques alternatives de gestion des eaux pluviales</p> <p>Disposition n°13 : Optimiser la consommation de l'espace pour préserver l'eau et les milieux aquatiques</p> <p>Disposition n°22 : Identifier les zones d'érosion</p>	<p>Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) est entièrement aligné avec les objectifs et dispositions du document concerné, notamment en ce qui concerne l'amélioration de la qualité de l'eau, la préservation du littoral, et l'amélioration de la fonctionnalité des milieux aquatiques et naturels. En mettant en avant la mise en conformité des systèmes d'assainissement et la maîtrise du ruissellement des eaux pluviales, le SCoT contribue à limiter les impacts négatifs sur les ressources en eau. Il veille également à préserver les zones humides, les haies, et les talus, essentiels pour la continuité écologique et la réduction de l'érosion, tout en optimisant l'utilisation de l'espace pour éviter la pollution et la dégradation des milieux aquatiques.</p>
<p>Objectif 2 : Préserver le littoral</p> <p>Disposition n°30 : Réaliser un profil de vulnérabilité des zones conchylicoles, de pêche à pied professionnelle et de loisirs</p>	
<p>Objectif 3 : Améliorer la fonctionnalité des milieux aquatiques et naturels</p> <p>Disposition n°29 : Améliorer la continuité écologique</p> <p>Disposition n°44 : Lutter contre les espèces envahissantes</p> <p>Disposition n°45 : Caractériser les zones têtes de bassin versant et définir les zones stratégiques pour leur restauration et leur gestion</p> <p>Disposition n°48 : Inventorier et protéger les haies et les talus stratégiques dans les documents d'urbanisme</p> <p>Disposition n°49 : Planter des haies et des talus</p> <p>Disposition n°50 : Finaliser l'inventaire des zones humides et les protéger dans les documents d'urbanisme</p> <p>Disposition n°51 : Identifier les zones humides prioritaires et leur gestion</p> <p>Disposition n°55 : Mettre en place des talus de ceinture de zones humides</p> <p>Disposition n°55 : Préserver les zones humides des remblais par l'identification des besoins en termes de zones de stockage et de transit des déchets inertes à travers les documents d'urbanisme</p> <p>Disposition n°57 : Réduire les atteintes portées aux zones humides</p> <p>Disposition n°58 : Compenser les atteintes portées aux zones humides</p>	
<p>Objectif 4 : Sécuriser la ressource en eau potable</p> <p>Disposition n°61 : Mettre en adéquation la capacité d'accueil et de développement du territoire avec le potentiel de production d'eau potable</p> <p>Disposition n°62 : Sécuriser l'approvisionnement en eau potable sur le territoire du SAGE Léon-Trégor</p> <p>Disposition n°65 : Optimiser le rendement des réseaux</p>	<p>De plus, le SCoT prend en compte les risques liés aux changements climatiques en prévoyant des mesures spécifiques pour lutter contre les inondations et les submersions marines. Il protège les zones d'expansion de crues et les espaces naturels littoraux, et interdit l'urbanisation dans les zones à risque, contribuant ainsi à la sécurisation de la ressource en eau potable et à la protection des milieux marins et littoraux. En intégrant ces différentes mesures, le SCoT assure une gestion équilibrée des ressources en eau et des milieux naturels, garantissant ainsi la durabilité et la résilience du territoire face aux défis environnementaux actuels et futurs.</p> <p>La procédure de modification simplifiée n'entraîne pas d'incompatibilité du SCoT avec le document.</p>
<p>Objectif 5 : Lutter contre les inondations</p> <p>Disposition n°70 : Préserver de l'artificialisation les zones d'expansion de crues en fond de vallée</p> <p>Disposition n°71 : Compenser les atteintes portées aux talus et haies stratégiques pour lutter contre les inondations</p>	
<p>Objectif 6 : Lutter contre les submersions marines et l'érosion côtière</p> <p>Disposition n°75 : Prendre en compte le changement climatique dans les documents d'urbanisme</p>	

II.6 - Le Plan de Gestion des Risques d'Inondations (PGRI) du bassin Loire-Bretagne

OBJECTIFS ET DISPOSITIONS DU DOCUMENT CONCERNANT LE SCOT	COMPATIBILITE DE LA PROCEDURE AVEC LE PGRI
<p>Objectif 1. Préserver les capacités d'écoulement des crues ainsi que les zones d'expansion des crues et les capacités de ralentissement des submersions marines</p>	<p>Le SCoT répond à cet objectif en limitant l'urbanisation dans les zones d'expansion des crues et en interdisant le développement dans les secteurs inondables non urbanisés, conformément aux exigences du PGRI. En imposant des règles strictes pour préserver les espaces naturels littoraux, tels que les dunes et marais, et en favorisant la création d'installations pour améliorer la collecte et le stockage des eaux pluviales dans les zones urbanisées, le SCoT contribue efficacement à maintenir les capacités d'écoulement des crues et à ralentir les submersions marines.</p> <p>Le SCoT est donc compatible avec cette orientation du PGRI.</p> <p>La procédure de modification simplifiée n'entraîne pas d'incompatibilité du SCoT avec le document.</p>
<p>Objectif 2. Planifier l'organisation et l'aménagement du territoire en tenant compte du risque</p>	<p>Le SCoT intègre cette planification en identifiant les secteurs à risque et en définissant des règles pour limiter l'urbanisation dans ces zones. Les documents d'urbanisme locaux doivent interdire de nouvelles constructions dans les zones susceptibles d'être submergées ou affectées par l'érosion côtière, en alignement avec les directives du PGRI. En planifiant les aménagements de manière à minimiser les risques d'inondation et en prenant en compte les projections de changement climatique, le SCoT assure une organisation du territoire qui prend pleinement en compte les risques identifiés par le PGRI.</p> <p>Le SCoT est donc compatible avec cette orientation du PGRI.</p> <p>La procédure de modification simplifiée n'entraîne pas d'incompatibilité du SCoT avec le document.</p>
<p>Objectif 3. Réduire les dommages aux personnes et aux biens implantés en zone inondable</p>	<p>Le SCoT vise à réduire les dommages en identifiant les secteurs à risque et en appliquant des règles pour éviter le développement de l'urbanisation dans ces zones. Il préconise des solutions pour limiter les impacts des inondations en prévoyant des niveaux-refuges dans les nouvelles constructions et en conservant les espaces naturels qui aident à gérer les crues et les ruissellements. En mettant en œuvre des mesures pour la préservation et la gestion des zones humides et en améliorant les infrastructures de drainage, le SCoT contribue à minimiser les risques et à protéger les personnes et les biens contre les inondations.</p> <p>Le SCoT est donc compatible avec cette orientation du PGRI.</p> <p>La procédure de modification simplifiée n'entraîne pas d'incompatibilité du SCoT avec le document.</p>

II.7 - Les dispositions du Plan d'Exposition au Bruit (PEB) de l'aéroport de Lannion

OBJECTIFS ET DISPOSITIONS DU DOCUMENT CONCERNANT LE SCOT	COMPATIBILITE DE LA PROCEDURE AVEC LE PEB
<p>Les PEB sont des documents visant à fixer les conditions d'utilisation des sols dans les secteurs exposés aux nuisances sonores provoquées par la proximité du passage d'aéronefs.</p> <p>Le PEB interdit ou limite les possibilités d'urbanisation afin de protéger les populations du bruit. Il anticipe également le développement de l'activité aérienne à court, moyen et long terme, en prévoyant l'extension des infrastructures et les évolutions des procédures de circulation aérienne.</p> <p>Il comprend un rapport de présentation et une carte à l'échelle du 1/25 000 qui indique les zones exposées (ou qui seront potentiellement exposées) au bruit. L'importance de cette exposition est indiquée par les lettres A, B, C ou D.</p> <p>Zone A : exposition au bruit très forte, Zone B : exposition au bruit forte, Zone C : exposition au bruit modérée, Zone D : exposition au bruit faible.</p>	<p>Le SCoT prend en compte le PEB en application sur son territoire en réduisant l'exposition des personnes aux nuisances sonores : les documents d'urbanisme locaux privilégient les secteurs à l'écart des zones de bruit pour les prochaines opérations d'aménagement et évitent les espaces qui exposeraient les habitants à des nuisances.</p> <p>Toutefois, il est à noter que l'arrêt de la ligne régulière Paris-Orly depuis le 23 mars 2018 a fortement réduit les nuisances sonores liées à l'aéroport.</p>

III. LES DOCUMENTS QUE LE SCOT DOIT PRENDRE EN COMPTE

III.1 - Les objectifs du Schéma Régional Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires de Bretagne (SRADDET)

OBJECTIFS ET DISPOSITIONS DU DOCUMENT CONCERNANT LE SCOT	PRISE EN COMPTE PAR LA PROCEDURE
<p>Objectif 1. Amplifier le rayonnement de la Bretagne</p> <p>Objectif 2. Développer des alliances territoriales et assurer la place européenne et internationale de la Bretagne</p> <p>Objectif 3. Assurer le meilleur raccordement de la Bretagne au reste du monde</p> <p>Objectif 4. Faire d'une logistique performante le vecteur d'un développement durable</p> <p>Objectif 5. Accélérer la transition numérique de toute la Bretagne</p> <p>Objectif 6. Prioriser le développement des compétences bretonnes sur les domaines des transitions</p> <p>Objectif 7. Prioriser le développement de la recherche et de l'enseignement supérieur sur les enjeux des transitions</p> <p>Objectif 8. Faire de la mer un levier de développement durable pour l'économie et l'emploi à l'échelle régionale</p> <p>Objectif 9. Prioriser le développement des secteurs économiques liés aux transitions pour se positionner en leader sur ces domaines</p> <p>Objectif 10. Accélérer la transformation du tourisme breton pour un tourisme durable</p> <p>Objectif 11. Faire de la Bretagne la Région par excellence de l'agro-écologie et du « bien manger »</p> <p>Objectif 12. Gagner en performance économique par la performance sociale et environnementale des entreprises</p> <p>Objectif 13. Accélérer le déploiement de nouveaux modèles économiques</p> <p>Objectif 14. Bretagne, région pionnière de l'innovation sociale</p> <p>Objectif 15. Mieux intégrer la mobilité dans les projets d'aménagement pour limiter les déplacements contraints</p> <p>Objectif 16. Améliorer collectivement l'offre de transports publics</p> <p>Objectif 17. Inventer et conforter les mobilités alternatives à la voiture solo et répondre aux besoins de toutes les typologies de territoires</p> <p>Objectif 18. Conforter, dynamiser et animer les centralités urbaines, périurbaines et rurales</p> <p>Objectif 19. Favoriser une nouvelle occupation des espaces rapprochant activités économiques et lieux de vie et de résidence</p> <p>Objectif 20. Transformer/revisiter le développement des mobilités au regard des enjeux climatiques et de la qualité de l'air</p> <p>Objectif 21. Améliorer la qualité de l'air intérieur et extérieur</p>	<p>Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) répond de manière intégrée aux objectifs définis par le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET). Il contribue à amplifier le rayonnement de la Bretagne en favorisant un développement équilibré et soutenant la vitalité des centralités urbaines et périurbaines, ce qui renforce l'attractivité régionale. La concentration des développements urbains et l'amélioration des infrastructures favorisent une logistique performante et durable, en réduisant les distances et en utilisant au mieux les infrastructures existantes. La réduction de la consommation foncière, qui passe de 427 hectares à 304,5 hectares, s'aligne avec les objectifs de développement durable en faisant de la planification un vecteur essentiel pour un développement durable.</p> <p>En matière de transition numérique, le SCoT soutient le développement des infrastructures nécessaires à cette transition en concentrant les efforts de développement. De même, il priorise le développement des compétences et de la recherche en concentrant les ressources sur les enjeux des transitions écologiques et numériques. La réduction de l'urbanisation côtière protège les espaces maritimes, soutenant ainsi le développement durable de l'économie maritime et la création d'emplois dans ce secteur. En concentrant l'urbanisation et en réduisant l'étalement urbain, le SCoT permet également le déploiement de nouveaux modèles économiques et soutient l'innovation sociale en favorisant des approches de développement urbain inclusives.</p> <p>Le SCoT répond aux enjeux de mobilité en intégrant les infrastructures de transport dans les projets d'aménagement, en favorisant notamment les mobilités alternatives à la voiture. En concentrant le développement urbain, il contribue à la dynamisation des centralités et à une meilleure intégration des activités économiques avec les lieux de vie. Il répond également aux enjeux climatiques en limitant l'étalement urbain, en soutenant des pratiques durables, et en prenant en compte la gestion des ressources en eau. Enfin, le SCoT contribue à la préservation des paysages et de la biodiversité en limitant l'expansion urbaine</p>

<p>Objectif 22. Déployer en Bretagne une réelle stratégie d'adaptation au changement climatique</p> <p>Objectif 23. Accélérer l'effort breton pour l'atténuation du changement climatique</p> <p>Objectif 24. Atteindre le 0 enfouissement puis viser le 0 déchets à l'horizon 2040</p> <p>Objectif 25. Tendre vers le « zéro phyto » à horizon 2040</p> <p>Objectif 26. Intégrer les enjeux de l'eau dans tous les projets de développement et d'aménagement</p> <p>Objectif 27. Accélérer la transition énergétique en Bretagne</p> <p>Objectif 28. Stopper la banalisation des paysages et de l'urbanisme en Bretagne</p> <p>Objectif 29. Préserver et reconquérir la biodiversité en l'intégrant comme une priorité des projets de développement et d'aménagement</p> <p>Objectif 30. Garantir comme une règle prioritaire l'obligation de rechercher l'évitement des nuisances environnementales, avant la réduction puis en dernier lieu la compensation</p> <p>Objectif 31. Mettre un terme à la consommation d'espaces agricoles et naturels</p> <p>Objectif 32. Conforter une armature territoriale au service d'un double enjeu d'attractivité et de solidarité</p> <p>Objectif 33. Favoriser la mixité sociale et la fluidité des parcours individuels et collectifs par le logement</p> <p>Objectif 34. Lutter contre la précarité énergétique</p> <p>Objectif 35. Favoriser l'égalité des chances entre les territoires</p> <p>Objectif 36. Réinventer l'offre de services à la population et son organisation pour garantir l'égalité des chances</p> <p>Objectif 37. Garantir l'égalité des droits entre les femmes et les hommes</p>	<p>et en intégrant des mesures de protection environnementale, garantissant ainsi la recherche d'évitement des nuisances environnementales.</p> <p>La procédure de modification simplifiée n'entraîne pas de non prise en compte du SCoT avec le document.</p>
--	---

III.2 - Le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) Bretagne

OBJECTIFS ET DISPOSITIONS DU DOCUMENT CONCERNANT LE SCOT	PRISE EN COMPTE PAR LA PROCEDURE
<p>Le plan d'actions comprend soixante-douze actions structurées en quatre grands thèmes</p> <p>Thème A UNE MOBILISATION COHÉRENTE DU TERRITOIRE RÉGIONAL EN FAVEUR DE LA TRAME VERTE ET BLEUE : 5 orientations - 19 actions</p> <ul style="list-style-type: none"> Orientation 1: Accompagner la mise en œuvre du schéma régional de cohérence écologique. Orientation 2: Conforter et faire émerger des projets de territoire en faveur de la trame verte et bleue. Orientation 3: Améliorer la cohérence des politiques de protection et de gestion des espaces naturels et des espèces en faveur de la trame verte et bleue. Orientation 4: Améliorer la cohérence des autres politiques sectorielles, en faveur de la trame verte et bleue. 	<p>Le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) est un outil ayant pour objectif de préserver les milieux naturels et de maintenir les continuités écologiques au sein du territoire. Adopté le 2 novembre 2015, le SRCE identifie les grandes unités de perméabilité écologique du territoire, telles que le Trégor entre les rivières de Morlaix et du Léguer, et les îles bretonnes, tout en mettant l'accent sur les spécificités agricoles et paysagères. Il définit les objectifs de préservation des réservoirs de biodiversité, tels que les Sept-Îles et les corridors écologiques, tout en s'assurant que les milieux naturels puissent remplir leurs fonctions écologiques essentielles comme la migration, la vie et la reproduction des espèces.</p> <p>Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) répond de manière précise aux objectifs du SRCE en intégrant ces enjeux dans ses prescriptions. Le SCoT prend en</p>

<ul style="list-style-type: none"> Orientation 5: Communiquer, sensibiliser et former sur la trame verte et bleue. <p>Thème B L'APPROFONDISSEMENT ET LE PARTAGE DES CONNAISSANCES LIÉES À LA TRAME VERTE ET BLEUE : 3 orientations - 14 actions</p> <ul style="list-style-type: none"> Orientation 6: Poursuivre et affiner l'identification des milieux contributifs de la trame verte et bleue. Orientation 7: Améliorer les connaissances sur les fonctionnalités de la trame verte et bleue et sur ses interactions avec les activités humaines. Orientation 8: Mutualiser et partager les connaissances sur la trame verte et bleue. <p>Thème C LA PRISE EN COMPTE DE LA TRAME VERTE ET BLEUE DANS LE CADRE DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ET DE LA GESTION DES MILIEUX : 4 orientations - 24 actions</p> <ul style="list-style-type: none"> Orientation 9: Préserver ou restaurer la continuité écologique des cours d'eau et les fonctionnalités liées aux interfaces entre trame verte et trame bleue. Orientation 10: Préserver, améliorer ou restaurer les mosaïques de milieux liés à l'agriculture. Orientation 11: Préserver, améliorer ou restaurer les mosaïques de milieux liés à la forêt. Orientation 12: Préserver et restaurer les landes, pelouses, tourbières et les milieux naturels littoraux contributifs des connexions terre-mer <p>Thème D LA PRISE EN COMPTE DE LA TRAME VERTE ET BLEUE DANS LE CADRE DE L'URBANISATION ET DES INFRASTRUCTURES LINÉAIRES : 4 orientations - 15 actions</p> <ul style="list-style-type: none"> Orientation 13: Préserver et restaurer les continuités écologiques à travers les documents et opérations d'urbanisme, à toutes les échelles de territoire. Orientation 14: Conforter et développer la place de la nature en ville et dans les bourgs. Orientation 15: Réduire la fragmentation des continuités écologiques liée aux infrastructures linéaires existantes. Orientation 16: Prendre en compte les continuités écologiques dans les projets d'infrastructures depuis la conception jusqu'aux travaux, en privilégiant l'évitement des impacts. 	<p>compte les réservoirs de biodiversité identifiés dans le SRCE, les mentionnant dans ses documents de planification à plusieurs reprises (notamment aux sections 1.1.2 du DOO), pour garantir leur protection. En effet, le DOO du SCoT se réfère aux réservoirs de biodiversité et aux corridors écologiques à trois reprises, soulignant l'importance de limiter les aménagements dans ces zones sensibles et de prévoir des mesures de compensation lorsque des impacts sont inévitables. De plus, le SCoT insiste sur la création de zones tampons dont les dimensions doivent être adaptées en fonction des enjeux écologiques locaux. Cette approche assure non seulement la préservation de la richesse biologique mais aussi le maintien de la fonctionnalité écologique des milieux naturels, conformément aux objectifs fixés par le SRCE.</p> <p>La procédure de modification simplifiée n'entraîne pas de non prise en compte du SCoT avec le document.</p>
---	--

III.3 - Les schémas régionaux de développement de l'aquaculture marine

OBJECTIFS ET DISPOSITIONS DU DOCUMENT CONCERNANT LE SCOT	PRISE EN COMPTE PAR LA PROCEDURE
Le document définit 9 bassins de production sur le département ainsi qu'une distance en eaux profondes, hors des autres bassins	<p>La procédure ne va pas à l'encontre de ce schéma</p> <p>La procédure est donc compatible avec ce schéma</p>

III.4 - Schéma régional des carrières de Bretagne

OBJECTIFS ET DISPOSITIONS DU DOCUMENT CONCERNANT LE SCOT	PRISE EN COMPTE PAR LA PROCEDURE
<p>Enjeu 1 : des territoires approvisionnés de manière durable</p> <p>Orientation 1.1 : Répondre aux besoins d'aménagements (infrastructures et logements)</p> <p>Orientation 1.2 : Répondre aux besoins de l'agriculture</p> <p><u>Orientation 1.3 : Assurer l'accessibilité à la ressource (PLU, SCOT)</u></p> <p>Orientation 1.4 : Assurer un maillage du territoire</p>	<p>Enjeu 1 : Des territoires approvisionnés de manière durable</p> <p>Le SCOT intègre des dispositions qui répondent aux besoins d'aménagements en infrastructures et logements, tout en assurant un équilibre avec les espaces naturels. La gestion de l'urbanisation et l'organisation du territoire, en conformité avec les orientations du SCOT.</p> <p>La procédure prend en compte ce schéma</p>
<p>Enjeu 2 : une gestion durable et économe de la ressource (économie circulaire)</p> <p>Orientation 2.1 : Gérer la pénurie de roches meubles terrestres</p> <p>Orientation 2.2 : Assurer le plein emploi des matériaux de carrières</p> <p>Orientation 2.3 : Développer l'utilisation des matériaux alternatifs issus du recyclage</p> <p>Orientation 2.4 : Encourager l'usage de la ressource locale</p> <p>Orientation 2.5 : Limiter les émissions de GES et viser l'efficacité énergétique</p> <p>Orientation 2.6 : Préserver les espaces agricoles</p>	<p>Enjeu 2 : Une gestion durable et économe de la ressource (économie circulaire)</p> <p>Le SCOT promeut une gestion raisonnée de la ressource.</p> <p>La procédure prend en compte ce schéma</p>
<p>Enjeu 3 : Un patrimoine naturel et culturel préservé</p> <p>Orientation 3.1 : Garantir la prise en compte des enjeux environnementaux dans les dossiers de demande d'ouverture, d'extension et de renouvellement de carrières.</p> <p>Orientation 3.2 : Assurer la compatibilité avec le SDAGE et les SAGE</p> <p>Orientation 3.3 : Développer la connaissance du patrimoine naturel des carrières et assurer sa valorisation</p> <p>Orientation 3.4 : Lutter contre les extractions illégales et dépôts sauvages</p>	<p>Enjeu 3 : Un patrimoine naturel et culturel préservé</p> <p>La procédure ne remet pas en cause ces orientations.</p> <p>La procédure prend en compte ce schéma</p>
<p>Enjeu 4 : La santé et le cadre de vie préservés</p> <p>Orientation 4.1 : Garantir la prise en compte des enjeux sanitaires et de sécurité publique dans les dossiers de demande d'ouverture ou d'extension de carrières</p> <p>Orientation 4.2 : Développer la concertation avec les riverains et l'information</p>	<p>Enjeu 4 : La santé et le cadre de vie préservés</p> <p>La prise en compte des enjeux sanitaires et de sécurité publique dans les projets d'aménagement est réalisé à travers le SCOT. Ce dernier favorise et concilie les activités industrielles avec la préservation du cadre de vie des habitants.</p> <p>La procédure prend en compte ce schéma</p>

<p>Orientation 4.3 : Concilier l'activité industrielle et son territoire</p> <p>Orientation 4.4 : Valoriser les démarches de responsabilité sociétale</p>	
<p>Enjeu 5 : Une remise en état et un réaménagement des carrières s'inscrivant dans le développement durable</p> <p>Orientation 5.1 : Assurer la meilleure préservation du patrimoine naturel</p> <p>Orientation 5.2 : Anticiper l'insertion paysagère</p> <p>Orientation 5.3 : Mettre en place une instance de concertation afin d'anticiper les conditions de réaménagement</p> <p>Orientation 5.4 : Choix de réaménagement : décision locale au cas par cas</p>	<p>La procédure ne remet pas en cause ces orientations.</p> <p>La procédure prend en compte ce schéma</p>



6

Partie 6 : Evaluation environnementale par type de modification

I. DECLINAISON DES OBJECTIFS DE LIMITATION DE LA CONSOMMATION D'ESPACES DU SRADDET

I.1 - Rappel des objets de modification

Ce point d'analyse regroupe les objets suivants de la modification simplifiée :

a. Révision de l'enveloppe foncière globale allouée au territoire

La limitation de la consommation des espaces naturels et agricoles était initialement fixée à **689 hectares** pour 2020-2040. Cette limitation est révisée pour se conformer aux nouvelles directives du SRADDET. Il a été retenu de travailler sur un compte foncier global de **304,5 ha** sur la période d'application du SCoT prévue jusqu'en 2040, réparti comme suit :

- **203 ha** sur la période 2021-2031 correspondant à un objectif de consommation d'espaces naturels agricoles et forestiers ;
- **101,5 ha** estimés sur la période 2031-2041 correspondant à un objectif d'artificialisation des sols (-50% de la consommation de la décennie précédente) en vue de tendre vers le ZAN à horizon 2050.

Cette enveloppe foncière de 304,5 ha a été affectée localement à chaque grande thématique selon les besoins identifiés :

- **Comptes fonciers communaux** : habitat (*production de logements*) et équipements communaux : **211 ha**

*Une garantie dite "communale" d'1 ha de consommation foncière a été octroyée aux communes rurales. Les travaux de territorialisation foncière du PLUi-H ont également tenu compte de cette garantie communale qui concerne 22 communes du territoire, induisant une consommation supplémentaire de **11 hectares**. Cette attribution foncière supplémentaire n'a pas été répercutée sur les autres communes.*

- **Economie** (*accueil d'activités dans les parcs économiques communautaires*) : **45 ha**
- **Équipements – Infrastructures d'intérêt communautaire** (*accueil d'équipements et d'infrastructures*) : **20.4 ha**
- **Projets d'opérations d'habitat et d'équipements/ infrastructures non localisés** : **28 ha**.

b. Révision de l'enveloppe foncière dédiée aux activités économiques

Dans le SCoT en vigueur, une orientation permet le développement par extension des espaces d'activités stratégiques, de proximité et aquacoles ainsi que les espaces commerciaux de périphérie représentant une surface totale de **168 ha** déclinée par secteurs géographiques. Ces enveloppes foncières territorialisées peuvent faire l'objet de redéploiement secteur par secteur dans la limite de 156 ha (espaces commerciaux de périphérie non compris : 12 hectares possibles en extension).

Comme indiqué au point précédent, cette orientation du DOO est revue pour traduire l'objectif d'enveloppe foncière allouée au territoire par le SRADDET après analyse des besoins en termes de développement économique fixant un objectif de consommation d'ENAF de **45 ha** pour la période 2021- 2041.

c. Modification des projets d'infrastructures de transport terrestre

La procédure de modification simplifiée comprend la suppression de projets d'envergure d'infrastructures de transport terrestre affichés dans le DOO du SCoT en vigueur suivants :

- la réalisation d'un pont sur le Léguer, à Lannion, en aval des ouvrages existants ;
- la réalisation d'une rocade d'agglomération au sud de Lannion, en priorisant le tronçon sud-est de Lannion entre les lieux-dits Boutilh et Quillero, et un contournement du bourg de Ploubezre ;
- la réalisation d'un contournement du bourg de Plouaret.

Cette modification répond aux enjeux de limitation de la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers du territoire.

I.1 - Incidences potentielles et mesures prises par le document

Les objets de la modification simplifiée portent sur une réduction du volume d'espaces naturels, agricoles et forestiers destinés à être urbanisés. Les incidences de la procédure sur l'environnement sont donc globalement positives par rapport au SCoT en vigueur.

Quand bien même les incidences positives de la modification simplifiée sont prédominantes, une analyse des incidences négatives potentielles attendues est également faite.

Thématique environnementale	Incidences	Mesures ERC du SCoT
L'environnement physique et les paysages	<p><i>Incidences positives :</i></p> <p>Comme l'indique l'évaluation environnementale de l'élaboration du SCoT en vigueur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'ensemble des projets annoncés par le projet (production nouvelle de logements, extension des capacités d'accueil des activités économiques et développement des équipements et infrastructures) est susceptible d'avoir des incidences sur les paysages notamment parce qu'ils auront pour effet d'entraîner une consommation nouvelle d'espaces agricoles et naturels. • L'urbanisation nouvelle et les projets autorisés par le SCoT sont susceptibles de porter atteinte à certains éléments constitutifs du patrimoine bâti du Trégor, par destruction ou par transformation de l'environnement dans lequel ils se placent. <p>En tant que mesure positive, la procédure de modification simplifiée réduit ces incidences par rapport au SCoT en vigueur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La réduction de l'enveloppe foncière destinée à l'urbanisation diminue la pression sur les paysages naturels, préservant ainsi les caractéristiques visuelles et esthétiques de la région. 	/

Thématique environnementale	Incidences	Mesures ERC du SCoT
	<ul style="list-style-type: none"> • Les secteurs de franges urbaines et d'entrées de ville étant particulièrement concernés par de potentiels impacts paysagers liés à l'extension urbaine, la sobriété foncière de la procédure permet d'améliorer la prise en compte de cet enjeu. • La limitation stricte de l'urbanisation contribue à maintenir les paysages ruraux et agricoles, ce qui est essentiel pour la conservation des terres cultivées et des pratiques agricoles traditionnelles, garantes par ailleurs des paysages ruraux. • La procédure de modification simplifiée comprend la suppression de projets d'envergure d'infrastructures de transport terrestre affichés dans le DOO du SCoT en vigueur suivants : <ul style="list-style-type: none"> ◦ la réalisation d'un pont sur le Léguer, à Lannion, en aval des ouvrages existants ; ◦ la réalisation d'une rocade d'agglomération au sud de Lannion, en priorisant le tronçon sud-est de Lannion entre les lieux-dits Boutilh et Quillero, et un contournement du bourg de Ploubezre ; ◦ la réalisation d'un contournement du bourg de Plouaret. <p>Cette modification en tant que mesure positive, permet d'éviter les impacts paysagers de ces projets précédemment identifiés.</p>	
	<p>Incidences négatives :</p> <p>La réduction de l'espace disponible pour le développement urbain pourrait intensifier l'urbanisation dans les zones déjà développées, potentiellement dégradant les paysages urbains et le patrimoine architectural urbain par une densification accrue.</p>	<p>Le DOO prévoit des dispositions en faveur de la qualité paysagère des espaces urbains et opérations d'aménagement, permettant de réduire les incidences négatives :</p> <p>Le DOO invite à préserver la nature en ville (3-3-4). Si les dispositions prises pour préserver la nature en ville ont pour principal objet de consacrer son rôle dans la protection et le renforcement des continuités écologiques, elles ont également pour effet de préserver les paysages qui lui sont associés et qui prennent toute leur place dans les paysages urbains (maintien de « vides » et de « respirations »).</p> <p>Le DOO demande aux documents d'urbanisme locaux de prendre les dispositions nécessaires à la création d'espaces publics ouverts (3-3-3) sous réserve que ces « projets » respectent les caractéristiques des lieux lorsqu'ils prennent place dans les tissus urbains constitués.</p>

Thématique environnementale	Incidences	Mesures ERC du SCoT
		<p>Parmi les autres mesures du DOO qui sont de nature à limiter les effets du projet sur les paysages, il faut rappeler celles se rapportant à la qualité des aménagements que le DOO demande de promouvoir pour les espaces d'activités (3.3.5).</p> <p>Le DOO vise la limitation de l'imperméabilisation des sols, contribuant à conforter les espaces végétalisés.</p> <p>Le DOO prévoit des dispositions en faveur de la préservation du patrimoine urbain, permettant de réduire les incidences négatives :</p> <p>Le DOO fixe notamment une série de mesures spécialement consacrées à la préservation et à la valorisation du patrimoine bâti (1-3-4 et 1-3-5).</p> <p>L'invitation du projet à réduire la vacance (2.2.1) et les orientations se rapportant à l'amélioration et à la réhabilitation du parc de logements existants (2.2.3) participent à la préservation du patrimoine bâti éventuellement associé à ces logements.</p> <p>Le DOO (3.1.4) cible les bâtiments d'intérêt architectural et historique lorsqu'il demande aux documents d'urbanisme locaux de leur offrir des droits au changement de destination. En procédant de cette manière, le DOO invite d'une part à maintenir ce patrimoine en lui permettant d'évoluer, d'autre part à permettre l'habitat en dehors des espaces urbains densifiés. en définitive à « valoriser » le patrimoine dont il s'agit qui, par ces nouveaux usages, se voit être préservé.</p> <p>Le DOO invite :</p> <p>les politiques d'urbanisme à favoriser la mise en valeur du patrimoine dans l'espace public (3.3.1)</p> <p>à prendre en considération les objectifs de préservation du patrimoine dans les programmes d'amélioration de la qualité technique et de la performance énergétique des logements (2.2.3)</p>
Milieus et biodiversité	<p>Incidences positives :</p> <p>Comme l'indique l'évaluation environnementale de l'élaboration du SCoT en vigueur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans la mesure où le projet autorise une consommation nouvelle des espaces agricoles et naturels, il est susceptible de produire des incidences négatives sur les milieux correspondants. L'étendue de ces incidences dépend de la nature de ces milieux et de leur contribution à la constitution de la Trame verte et bleue du territoire. Elle dépend aussi des projets en considérant notamment que les infrastructures routières autorisées par le DOO peuvent 	/

Thématique environnementale	Incidences	Mesures ERC du SCoT
	<p>participer à la fragmentation des continuités écologiques.</p> <p>En tant que mesure positive, la procédure de modification simplifiée réduit ces incidences par rapport au SCoT en vigueur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La limitation de la consommation d'espaces naturels aide à protéger les habitats de nombreuses espèces, contribuant à la préservation de la biodiversité. • Moins d'urbanisation signifie moins de fragmentation des habitats naturels, ce qui est crucial pour la continuité écologique et le déplacement des espèces. • Les incidences positives sur les milieux et la biodiversité sont significatives, aidant à protéger les habitats naturels et à réduire la fragmentation. • Limiter l'urbanisation expansive diminue les secteurs générant une pollution lumineuse liée à l'éclairage en faveur du maintien de la trame noire. • La procédure de modification simplifiée comprend la suppression de projets d'envergure d'infrastructures de transport terrestre affichés dans le DOO du SCoT en vigueur suivants : <ul style="list-style-type: none"> ◦ la réalisation d'un pont sur le Léguer, à Lannion, en aval des ouvrages existants ; ◦ la réalisation d'une rocade d'agglomération au sud de Lannion, en priorisant le tronçon sud-est de Lannion entre les lieux-dits Boutilh et Quillero, et un contournement du bourg de Ploubezre ; ◦ la réalisation d'un contournement du bourg de Plouaret. <p>Cette modification en tant que mesure positive, permet d'éviter les impacts sur les milieux écologiques de ces projets, en particulier le sur le Léguer et le contournement sud de l'agglomération de Lannion qui concernait des sites Natura 2000 (cf. Partie 7 du présent document).</p>	
	<p>Incidences négatives :</p> <p>La réduction de l'espace disponible pour le développement urbain pourrait intensifier l'urbanisation dans les zones déjà développées, entraînant un risque de</p>	<p>Le DOO prévoit des dispositions en faveur de la biodiversité en milieu urbain, permettant de réduire les incidences négatives :</p> <p>Le DOO invite à préserver la nature en ville (3-3-4).</p>

Thématique environnementale	Incidences	Mesures ERC du SCoT
	<p>construction sur des espaces verts et de nature urbains, réduisant les refuges pour la biodiversité.</p>	<p>Les documents d'urbanisme locaux contribuent à la préservation de la nature en ville et des continuités écologiques, en prenant en compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les espaces naturels à préserver pour prolonger la trame verte et bleue (1.1.3.), et le cas échéant les espaces à créer pour améliorer des connexions difficiles • les espaces naturels à préserver et à mieux interconnecter pour favoriser les déplacements doux et les promenades • les parcs à préserver ou à créer pour développer les activités récréatives • les éléments plus épars à maintenir (mailles bocagères, etc.) ou à créer (arbres, mares, etc.) à l'occasion des nouvelles opérations d'aménagement <p>Le DOO demande aux documents d'urbanisme locaux de prendre les dispositions nécessaires à la création d'espaces publics ouverts (3-3-3) sous réserve que ces « projets » respectent les caractéristiques des lieux lorsqu'ils prennent place dans les tissus urbains constitués.</p> <p>Le DOO vise la limitation de l'imperméabilisation des sols, contribuant à conforter les espaces végétalisés.</p>
Les ressources (L'eau potable, l'énergie)	<p>Incidences positives :</p> <p>Comme l'indique l'évaluation environnementale de l'élaboration du SCoT en vigueur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les ambitions démographiques et résidentielles ainsi que le renouvellement des capacités d'accueil des activités économiques entraîneront probablement une augmentation des consommations énergétiques (bâtiments et transports/déplacements en particulier). <p>En tant que mesure positive, la procédure de modification simplifiée réduit ces incidences par rapport au SCoT en vigueur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Limiter l'expansion urbaine réduit la demande en eau potable et en énergie pour les nouveaux développements, contribuant à une gestion plus durable des ressources. La densification peut permettre une meilleure utilisation des infrastructures existantes, augmentant l'efficacité énergétique et réduisant les coûts de transport et de distribution. 	/

Thématique environnementale	Incidences	Mesures ERC du SCoT
	<ul style="list-style-type: none"> La diminution des espaces urbanisés en extension permet de resserrer l'armature urbaine et ainsi limiter les déplacements carbonés et favoriser les mobilités douces. La procédure entraîne des incidences positives par rapport au SCoT en vigueur en contribuant à limiter les consommations énergétiques et émissions de GES liées aux déplacements. <p>Les incidences positives sur les ressources sont importantes, promouvant une gestion plus durable de l'eau et de l'énergie.</p>	
	<p>Incidences négatives :</p> <p>Il n'est pas identifié d'incidence négative significative liée à la modification simplifiée.</p>	/
L'impact des activités humaines	<p>Incidences positives :</p> <p>Comme l'indique l'évaluation environnementale de l'élaboration du SCoT en vigueur :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les ambitions démographiques et résidentielles ainsi que le renouvellement des capacités d'accueil des activités économiques entraîneront probablement une augmentation du volume de déchets produits et la pollution. <p>En tant que mesure positive, la procédure de modification simplifiée réduit ces incidences par rapport au SCoT en vigueur :</p> <ul style="list-style-type: none"> Réduire l'étalement urbain limite la pollution des sols et des eaux associée à l'urbanisation extensive. La diminution des besoins en construction en extension doit permettre de limiter les déchets liés à la construction. La concentration urbaine peut permettre une gestion plus efficace des déchets, réduisant les impacts environnementaux. 	/
	<p>Incidences négatives :</p> <p>Il n'est pas identifié d'incidence négative significative liée à la modification simplifiée.</p>	/
La vulnérabilité, les risques et nuisances	<p>Incidences positives :</p> <p>Comme l'indique l'évaluation environnementale de l'élaboration du SCoT en vigueur :</p>	/

Thématique environnementale	Incidences	Mesures ERC du SCoT
	<ul style="list-style-type: none"> Le développement de l'urbanisation par l'habitat, les activités économiques et les équipements et infrastructures de toute nature peut conduire à placer les biens et les personnes dans ou à proximité des secteurs soumis à des risques naturels ou technologiques. L'extension urbaine dédiée à l'accueil de nouvelle population et les logements associés entraîneront de nouvelles émissions sonores et de nouvelles émissions atmosphériques. <p>En tant que mesure positive, la procédure de modification simplifiée réduit ces incidences par rapport au SCoT en vigueur :</p> <ul style="list-style-type: none"> Limiter l'urbanisation expansive diminue les possibilités d'exposer de nouvelles populations et biens à des risques naturels ou technologiques. La préservation des espaces naturels et agricoles réduit les risques d'érosion, d'inondation et de glissements de terrain. Limiter l'urbanisation expansive diminue les distances de déplacements et nuisances sonores induites ainsi que la pollution lumineuse dans les zones rurales. Les incidences positives sur les risques et nuisances sont significatives, réduisant les risques environnementaux et les nuisances dans les zones rurales. 	
	<p>Incidences négatives :</p> <p>Une plus grande densité urbaine peut accroître les risques sanitaires et les nuisances dans les zones urbaines si les infrastructures ne suivent pas.</p> <p>Il peut accroître la part de population concernée par les effets d'îlot de chaleur urbain.</p>	<p>Le DOO prévoit des dispositions en faveur de la biodiversité en milieu urbain, permettant de réduire les incidences négatives :</p> <p>Le DOO comprend un chapitre (3.1.5) spécialement consacré à la prise en considération des risques en demandant aux documents d'urbanisme d'identifier les secteurs concernés par les risques dont il s'agit (inondation, submersion marine, érosion du trait de côte, mouvement de terrain, risques technologiques).</p> <p>Il s'agit aussi des mesures prises pour limiter le risque d'inondation.</p> <p>Le DOO prévoit le confortement de la nature en ville et la limitation de l'imperméabilisation des sols en milieux urbains, contribuant à la gestion des risques d'inondations et de ruissellement, ainsi que de l'effet d'îlot de chaleur urbain.</p> <p>Le DOO demande aux politiques locales d'urbanisme de concourir à la maîtrise du ruissellement des eaux pluviales (1-2-2) et aux documents d'urbanisme de prendre les mesures qui participent à cette maîtrise selon la séquence « limiter l'imperméabilisation des sols », « gérer les eaux pluviales ».</p>

Thématique environnementale	Incidences	Mesures ERC du SCoT
		<p>au plus près de leur point de chute », « faire appel à des techniques d'aménagement hydraulique et de génie civil compatibles avec les milieux naturels ».</p> <p>En invitant (1-1-1) à protéger le bocage (son intérêt hydraulique est ciblé par le DOO), les cours d'eau ou encore les zones humides, le DOO contribue à préserver les éléments contribuant à la maîtrise des inondations, également dans l'espace urbain.</p>

Les incidences positives sont prédominantes, favorisant la préservation des paysages, la protection des milieux naturels, une gestion durable des ressources, et une réduction des risques environnementaux.

Les objets de la modification simplifiée portant sur une réduction du volume d'espaces naturels, agricoles et forestiers destinés à être urbanisés et sur la suppression de projets routiers, les incidences de la procédure sur l'environnement sont donc globalement positives par rapport au SCoT en vigueur. Les incidences négatives liées à la densification des espaces urbains identifiées sont limitées par les dispositions du SCoT en faveur d'un cadre de vie urbain de qualité mobilisant la nature en ville et ses multiples avantages.

II. REVISION DE LA TRAJECTOIRE DEMOGRAPHIQUE ET DONC DE MODIFICATION DE L'OBJECTIFS DE LOGEMENTS

II.1 - Rappel des objets de modification

Ce point d'analyse regroupe les objets suivants de la modification simplifiée :

a. Modification de l'objectif démographique

Il s'agit d'ajuster la trajectoire démographique initialement ambitieuse et soutenable du SCoT du Trégor pour 2040. Le nouvel objectif, basé sur les travaux du PLUi-H, est une croissance plus modérée, visant une population de près de 104 000 habitants en 2040, avec un taux de croissance annuel de 0,23%.

b. Modification de l'objectif de production de logements (et l'enveloppe foncière habitat)

L'objectif de réaliser **13 800 nouveaux logements** entre 2020 et 2040 est ajusté à **7 532 logements** pour tenir compte des travaux du PLUi-H. La nouvelle approche prévoit une territorialisation des logements, avec une répartition foncière adaptée par commune, l'enveloppe foncière dite communale est ainsi de 211 ha.

II.2 - Incidences potentielles et mesures prises par le document

Les objets de la modification simplifiée portent sur une réduction des objectifs d'accueil de nouvelles populations et de réduction du nombre de logements produits et du volume d'espaces naturels, agricoles et forestiers destinés à être urbanisés à destination d'habitat. Les incidences de la procédure sur l'environnement sont donc globalement positives par rapport au SCoT en vigueur.

Quand bien même les incidences positives de la modification simplifiée sont prédominantes, une analyse des incidences négatives potentielles attendues est également faite.

Thématique environnementale	Incidences	Mesures ERC du SCoT
L'environnement physique et les paysages	<p>Incidences positives :</p> <p>Comme l'indique l'évaluation environnementale de l'élaboration du SCoT en vigueur :</p> <ul style="list-style-type: none">• L'ensemble des projets annoncés par le projet (production nouvelle de logements, extension des capacités d'accueil des activités économiques et développement des équipements et infrastructures) est susceptible d'avoir des incidences sur les paysages et le patrimoine. <p>En tant que mesure positive, la procédure de modification simplifiée réduit ces incidences par rapport au SCoT en vigueur :</p>	/

Thématique environnementale	Incidences	Mesures ERC du SCoT
	<ul style="list-style-type: none"> • Une croissance démographique modérée permet de limiter l'étalement urbain et la consommation d'espaces naturels et agricoles. Comme indiqué précédemment, cela contribue à la préservation des paysages et des zones naturelles non urbanisées. • La réduction de la pression sur le foncier favorise le maintien des espaces verts et la qualité des paysages ruraux et littoraux. 	
	<p>Incidences négatives :</p> <p>Il n'est pas identifié d'incidence négative significative liée à la modification simplifiée.</p>	/
Milieux et biodiversité	<p>Incidences positives :</p> <p>Comme l'indique l'évaluation environnementale de l'élaboration du SCoT en vigueur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'ensemble des projets annoncés par le projet (production nouvelle de logements, extension des capacités d'accueil des activités économiques et développement des équipements et infrastructures) est susceptible d'avoir des incidences sur la trame verte et bleu et les milieux naturels. <p>En tant que mesure positive, la procédure de modification simplifiée réduit ces incidences par rapport au SCoT en vigueur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une moindre croissance démographique réduit la pression sur les écosystèmes locaux, limitant les perturbations et la fragmentation des habitats naturels. • Une diminution du nombre de nouveaux habitants doit permettre de limiter les pressions sur les milieux exercées par les activités humaines du territoire : pollution des milieux, déplacements, piétinement et dérangements des espèces. • Comme indiqué précédemment, une croissance démographique modérée permet de limiter l'étalement urbain et les impacts sur la trame verte et bleue. La préservation des espaces non urbanisés favorise la conservation de la biodiversité. 	/
	<p>Incidences négatives :</p>	/

Thématique environnementale	Incidences	Mesures ERC du SCoT
	Il n'est pas identifié d'incidence négative significative liée à la modification simplifiée.	
Les ressources (L'eau potable, l'énergie)	<p>Incidences positives :</p> <p>Comme l'indique l'évaluation environnementale de l'élaboration du SCoT en vigueur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les ambitions démographiques et résidentielles ainsi que le renouvellement des capacités d'accueil des activités économiques entraîneront probablement une augmentation des consommations énergétiques (bâtiments et transports/déplacements en particulier). • L'urbanisation nouvelle et les projets autorisés par le SCoT vont avoir pour effet une augmentation des besoins en matière d'alimentation en eau potable et d'assainissement des eaux usées <p>En tant que mesure positive, la procédure de modification simplifiée réduit ces incidences par rapport au SCoT en vigueur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une baisse de l'attente de l'accueil de nouvelles populations entraîne une baisse des demandes sur les ressources permettant de limiter les pressions sur ces dernières • Une croissance démographique plus modérée et une baisse des objectifs de production de logements entraînent une demande en eau potable et en capacité d'assainissement moins importante, facilitant une gestion plus durable de la ressource • Une croissance démographique plus modérée et une baisse des objectifs de production de logements entraînent une baisse de demandes en énergie liées aux logements et aux déplacements des habitants • Moins de pression sur les infrastructures existantes permet une planification plus efficace et une meilleure optimisation des ressources. 	/
	<p>Incidences négatives :</p> <p>Il n'est pas identifié d'incidence négative significative liée à la modification simplifiée.</p>	/
	Incidences positives :	/

Thématique environnementale	Incidences	Mesures ERC du SCoT
L'impact des activités humaines	<p>Comme l'indique l'évaluation environnementale de l'élaboration du SCoT en vigueur :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les ambitions démographiques et résidentielles ainsi que le renouvellement des capacités d'accueil des activités économiques entraîneront probablement une augmentation du volume de déchets produits et la pollution. <p>En tant que mesure positive, la procédure de modification simplifiée réduit ces incidences par rapport au SCoT en vigueur :</p> <ul style="list-style-type: none"> Moins de déchets produits et une pollution réduite par rapport à la croissance démographique projetée dans le SCoT en vigueur. La diminution des besoins en construction de nouveaux logements doit permettre de limiter les déchets liés à la construction. Une croissance démographique réduite implique une augmentation plus lente des activités humaines, ce qui peut minimiser les impacts négatifs sur les sols, l'eau et la qualité de l'air. 	
	<p>Incidences négatives :</p> <p>Il n'est pas identifié d'incidence négative significative liée à la modification simplifiée.</p>	/
La vulnérabilité, les risques et nuisances	<p>Incidences positives :</p> <p>Comme l'indique l'évaluation environnementale de l'élaboration du SCoT en vigueur :</p> <ul style="list-style-type: none"> Le développement de l'urbanisation par l'habitat, les activités économiques et les équipements et infrastructures de toute nature peut conduire à placer les biens et les personnes dans ou à proximité des secteurs soumis à des risques naturels ou technologiques. La nouvelle population et les logements associés entraîneront de nouvelles émissions sonores et de nouvelles émissions atmosphériques. <p>En tant que mesure positive, la procédure de modification simplifiée réduit ces incidences par rapport au SCoT en vigueur :</p>	/

Thématique environnementale	Incidences	Mesures ERC du SCoT
	<ul style="list-style-type: none"> • Une croissance démographique plus modérée permet la réduction des enjeux (présence de personnes et biens/logements) dans les zones soumises à des aléas et d'en diminuer les risques. • Une croissance démographique plus modérée permet une meilleure gestion des risques naturels et des nuisances, car il est plus facile de prévoir et de mitiger les impacts environnementaux. • Une pression réduite sur les infrastructures peut contribuer à une gestion plus efficace des risques liés aux inondations, aux mouvements de terrain et autres nuisances. 	
	<p>Incidences négatives :</p> <p>Il n'est pas identifié d'incidence négative significative liée à la modification simplifiée.</p>	/

Les incidences positives de la révision de la trajectoire démographique sont prédominantes et incluent la préservation des paysages, une meilleure conservation de la biodiversité, une gestion plus durable des ressources, une réduction des impacts des activités humaines et une gestion plus efficace des risques et nuisances.

Plus particulièrement, la réduction des objectifs d'accueil de nouvelles populations et de production de nouveaux logements permet de réduire les besoins en eau potable, assainissement, énergies, les émissions de GES et polluants générés par les déplacements, ainsi que l'exposition possible de nouveaux biens et personnes aux risques naturels, technologiques et nuisances.



7

Partie 7 : Evaluation des incidences sur les sites Natura 2000

Conformément au paragraphe 3a de l'article R104-8 du code de l'urbanisme, l'évaluation environnementale présente les incidences notables probables de la mise en œuvre du document sur l'environnement.

II.1 - Préambule

Natura 2000 représente un réseau de sites naturels européens identifiés pour la rareté et la fragilité de leurs espèces et habitats. Il vise à réaliser les objectifs fixés par la Convention sur la diversité biologique, adoptée lors du Sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992. Deux directives européennes, la Directive Oiseaux et la Directive Habitats Faune Flore, ont été mises en place pour atteindre les objectifs de protection et de conservation.

Cet outil se décline en 2 zonages :

- Les zones de protection spéciale (ZPS) – Directive Oiseaux. Issues des anciennes ZICO « Zone d'importance pour la conservation des oiseaux », les ZPS délimitent des territoires permettant d'assurer le bon état de conservation des espèces d'oiseaux vulnérables, menacés ou rares.
- Les zones spéciales de conservation (ZSC) – Directive Habitats Faune Flore

Les zones spéciales de conservation délimitent des sites dont les habitats naturels ou semi-naturels sont reconnus comme d'intérêt communautaire par leur rareté ou le rôle écologique qu'ils jouent.

La liste des habitats d'intérêt communautaire est établie par l'annexe I de la directive Habitats dont les espèces qu'ils comportent sont reconnues comme d'intérêt communautaire

La liste est établie en annexe II de la directive Habitats.

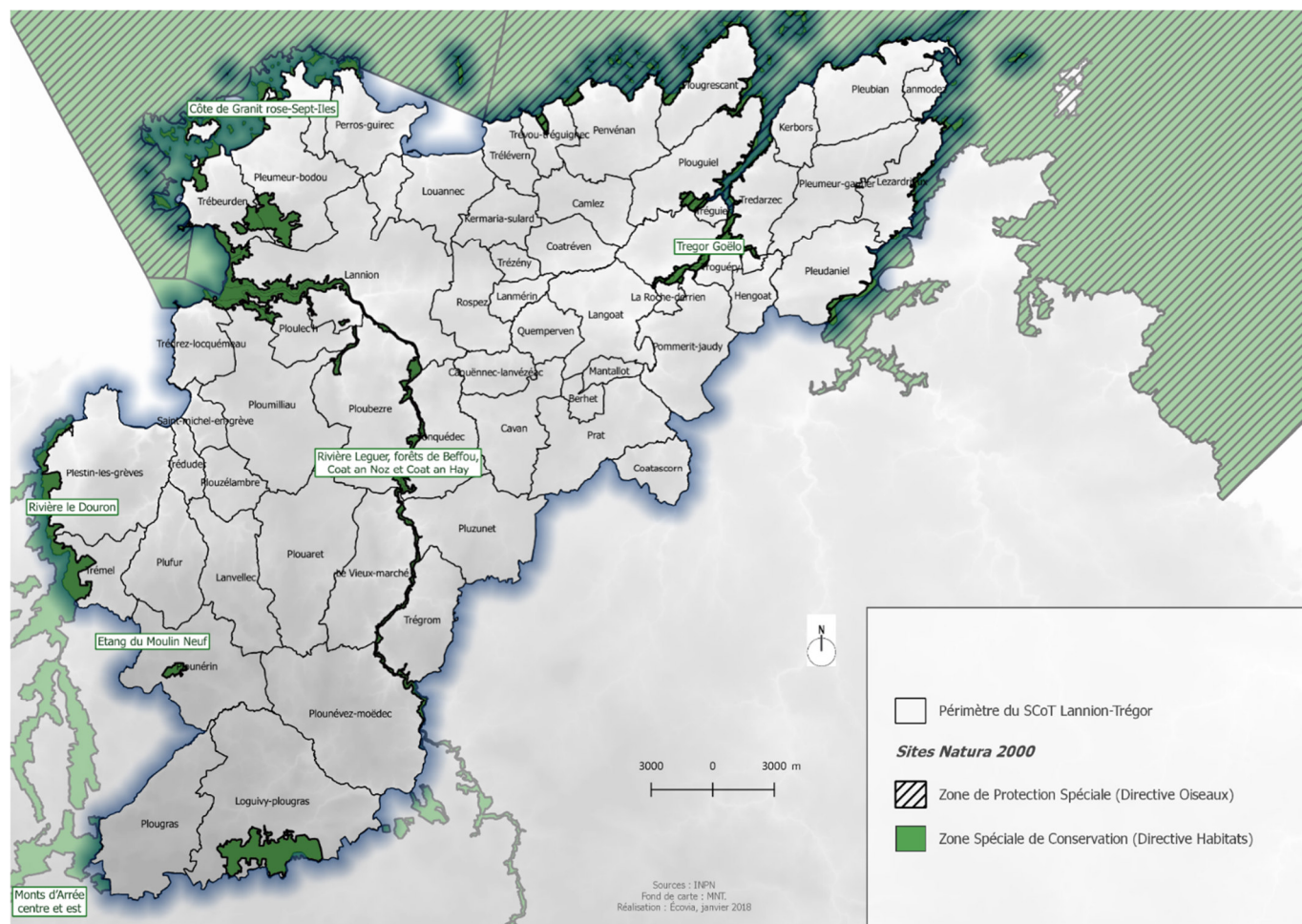
Les objectifs de gestion et moyens associés sont déclinés dans un document d'objectif appelé DOCOB. Le réseau Natura 2000 n'a pas de portée réglementaire, mais doit être pris en compte dans les documents d'aménagement.

7 sites Natura 2000, 5 désignés au titre de la directive « Habitats, Faune, Flore » et 2 désignés au titre de la Directive « Oiseaux » concernent directement le territoire couvert par le projet de SCoT.

Ce territoire entretient également une proximité rapprochée avec le site (ZSC) « Monts d'Arrée Centre Est ».

Tableau présentant les sites Natura 2000 du territoire :

Code	Nom	Statut	Superficie (ha)	Superficie dans le SCoT (ha)
FR5300004	Rivière le Douron	ZSC	2904,45	465,3 (16%)
FR5300009	Côte de Granit Rose-Sept-Iles	ZSC	72140,36	563,4 (0,78%)
FR5300010	Trégor Goëlo	ZSC	91228	1211 (1,33%)
FR5300062	Étang du Moulin Neuf	ZSC	46	46 (100%)
FR5300008	Rivière Leguer, Forêts de Beffou, Coat an Noz et Coat an Hay	ZSC	3204	2215,5 (69,15%)
FR5310011	Côte de Granit Rose-Sept-Iles	ZPS	69602	68,3 (0,001%)
FR5310070	Trégor Goëlo	ZPS	91438	1209,7 (1,32%)
FR5300013	Monts d'Arrée centre et est	ZSC	10872,4	0



Cartographie des sites Natura 2000 du territoire

(Source : Rapport de présentation, Evaluation environnementale du SCoT du Trégor approuvé le 4 février 2020)

II.2 - Mesures prises par le SCoT

Rappels : mesures prises par le SCoT (extrait du Tome « Evaluation Environnementale » du rapport de présentation – SCoT du Trégor en vigueur) inchangées dans le cadre de la présente modification simplifiée :

Le SCoT fixe de nombreuses mesures qui contribuent à la préservation des sites Natura 2000 :

- Les sites Natura 2000 sont reconnus par le Schéma de Cohérence Territoriale comme constitutifs de réservoirs de biodiversité (**Orientation 1-1-2 du DOO**) ;
- Le DOO demande aux documents d'urbanisme locaux de préserver les espaces favorables aux continuités écologiques (donc les réservoirs de biodiversité donc les sites Natura 2000) qui garantissent notamment le maintien des fonctions écologiques en place (**Orientation 1-1-2**) ;
- Le DOO prévoit que les documents d'urbanisme locaux peuvent autoriser dans ces espaces (donc y compris en sites Natura 2000) des opérations d'aménagement sous réserve qu'elles ne viennent pas compromettre la pérennité et le fonctionnement de réservoirs et corridors ou qu'ils fixent les mesures compensatoires qui s'imposent éventuellement (**Orientation 1-1-2**) ;
- Les sites Natura 2000 sont par ailleurs concernés par l'ensemble des dispositions relatives aux corridors et réservoirs bleus et corridors et réservoirs verts (**Orientation 1-1-2 du DOO**) ;

- Les sites Natura 2000 abritent l'ensemble des milieux ciblés à l'**orientation 1-1-1 du DOO** (ils abritent des bois et forêts, des milieux bocagers, des landes et tourbières, des zones humides, des cours d'eau, des milieux littoraux et marins) et sont donc concernés par l'ensemble des mesures de protection arrêtées par le DOO et associées à chacun de ces milieux. Pour les sites Natura 2000 « littoraux », on peut noter que les milieux marins et littoraux qu'il est demandé de protéger par les documents d'urbanisme locaux ont vocation à être reconnus comme constitutifs d'espaces remarquables au titre de la loi Littoral (voir les dispositions associées à ces milieux : **orientation 1-3-1 du DOO**) ;
- Les dispositions des **orientations 3-2-1, 3-2-2 et 3-3-4** invitent à préserver les milieux constitutifs de la trame verte et bleue (y compris les sites Natura 2000) dans la détermination des modèles de développement de l'urbanisation par densification ou par extension.
- Le DOO (**1-3-1 et document graphique et document graphique n°4**) demande aux documents d'urbanisme locaux de délimiter les espaces remarquables maritimes et cible à cet égard les sites Natura 2000.

L'ensemble de ces dispositions permet au SCoT de participer à la préservation et à la valorisation des sites Natura 2000.

II.3 - Incidences positives de la procédure de modification simplifiée

Les projets susceptibles d'impacter les sites Natura 2000 font l'objet d'une analyse spécifique dans l'évaluation environnementale de l'élaboration du SCoT en vigueur.

Extrait de l'évaluation environnementale du SCoT en vigueur :

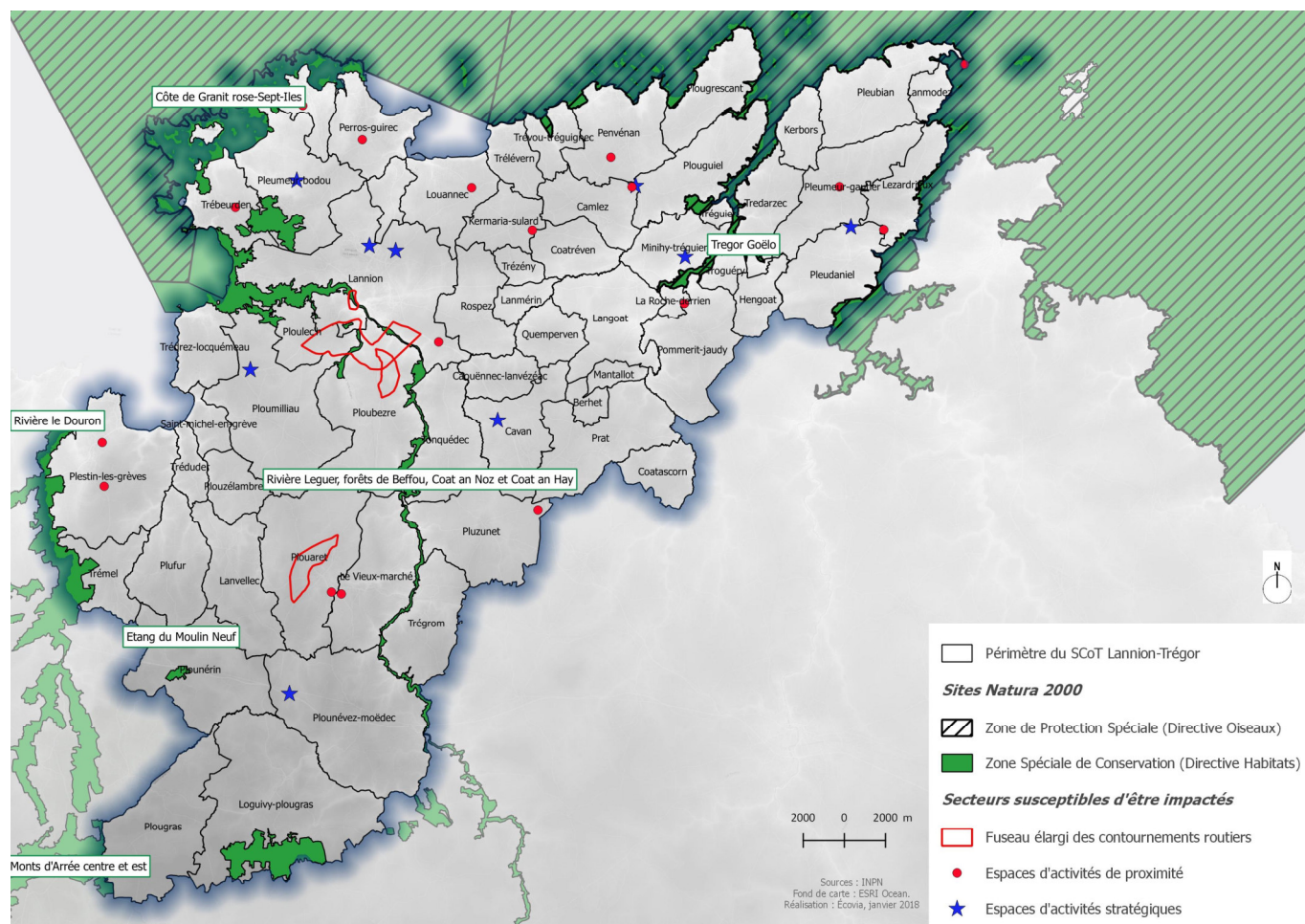
Les projets susceptibles de porter atteinte aux sites Natura 2000 correspondent :

- Aux espaces d'activités stratégiques et de proximité évoquées au chapitre 2-4-2 du Document d'Orientations et d'Objectifs, en considérant qu'il s'agit des espaces où les capacités d'accueil offertes par le projet sont les plus étendues et qu'ils sont géographiquement ciblés par le projet
- Aux projets d'infrastructures routières évoqués au chapitre 2-5-2 du Document d'Orientations et d'Objectifs

Dans la mesure où le projet de Schéma de Cohérence Territoriale ne donne pas d'indications géographiques précises sur les capacités d'extension urbaine offertes en matière de production nouvelle de logements, ce chapitre n'est donc pas en mesure de mesurer les éventuelles incidences du projet sur les sites Natura 2000 en tant qu'il porte sur les modalités de développement de l'urbanisation par l'habitat.

Il s'agit donc des :

- 8 espaces d'activités stratégiques que le projet de Schéma de Cohérence Territoriale autorise à se développer par densification et par extension urbaine, sachant que les capacités d'extension sont limitées à 28,85 ha au total et concernent 6 parcs.
- 17 espaces d'activités de proximité que le projet de Schéma de Cohérence Territoriale autorise à se développer par densification et par extension urbaine, sachant que les capacités d'extension sont limitées à 14,91 ha au total et concernent 6 parcs.
- 2 espaces d'activités aquacoles que le projet de Schéma de Cohérence Territoriale autorise à se développer par densification et par extension urbaine, sachant que les capacités d'extension sont limitées à 1 ha au total et concernent 1 parc.
- 4 secteurs concernés par les projets routiers évoqués par le Projet de Schéma de Cohérence Territoriale.



Secteurs de projet et leurs localisations vis-à-vis des sites Natura 2000 concernés par le périmètre du SCoT

(Source : Rapport de présentation, Evaluation environnementale du SCoT du Trégor approuvé le 4 février 2020)

a - Les objectifs démographiques et de consommation d'espaces globaux

Pour rappel, la limitation de la consommation des espaces naturels et agricoles était initialement fixée à 689 hectares pour 2020-2040. Cette limitation est révisée pour se conformer aux nouvelles directives du SRADDET. Il a été retenu de travailler sur un compte foncier global de **304,5 ha** sur la période d'application du SCoT prévue jusqu'en 2040, réparti comme suit :

- **203 ha** sur la période 2021-2031 correspondant à un objectif de consommation d'espaces naturels agricoles et forestiers ;
- **101,5 ha** estimés sur la période 2031-2041 correspondant à un objectif d'artificialisation des sols (-50% de la consommation de la décennie précédente) en vue de tendre vers le ZAN à horizon 2050.

Comme indiqué dans l'évaluation environnementale de l'élaboration du SCoT, dans la mesure où ce dernier comme la procédure de modification simplifiée ne donne pas d'indications géographiques précises sur les capacités d'extension urbaine offertes en matière de production nouvelle de logements, ce chapitre n'est donc pas en mesure de mesurer les éventuelles incidences du projet sur les sites Natura 2000 en tant qu'il porte sur les modalités de développement de l'urbanisation par l'habitat. Toutefois, la procédure de modification simplifiée vise la réduction des objectifs de production de logements et de consommation foncière à vocation d'habitat :

- L'objectif de réaliser **13 800 logements** (période 2020-2040) est ajusté à **7 532 logements** (période 2021-2041) ;
- L'enveloppe de **427 ha** (période 2020-2040) de consommation d'espaces dédiée à de l'habitat est ajustée à **211 ha** (période 2021-2041).

Cette réduction permet de conforter les conclusions de l'évaluation environnementale du SCoT en limitant davantage la consommation foncière projetée à destination d'habitat par le SCoT en vigueur.

b - Les espaces d'activités stratégiques

L'évaluation environnementale du SCoT en vigueur a conclu que les espaces d'activités stratégiques se trouvent suffisamment à l'écart des sites Natura 2000 pour conclure à l'absence d'impacts négatifs significatifs des projets d'extension et de densification prévus par le DOO sur l'ensemble des habitats et espèces ayant entraîné la désignation de ces sites

De plus, la modification simplifiée réduit les potentiels d'extension des espaces d'activités stratégiques, passant d'un total de 106 hectares au SCoT en vigueur à 28,85 hectares dans le SCoT modifié.

Cette réduction permet de conforter les conclusions de l'évaluation environnementale du SCoT en vigueur en limitant davantage les possibilités d'extension de ces espaces, quand bien même ces derniers ne présentaient pas d'incidences significatives au SCoT en vigueur.

c - Les espaces d'activités de proximité et espaces d'activités

L'évaluation environnementale du SCoT en vigueur a conclu que les espaces d'activités de proximité se trouvent suffisamment à l'écart des sites Natura 2000 pour conclure à l'absence d'impacts négatifs significatifs des projets d'extension et de densification prévus par le DOO sur l'ensemble des habitats et espèces ayant entraîné la désignation de ces sites.

De plus, la modification simplifiée réduit les potentiels d'extension des espaces d'activités de proximité, passant d'un total de 46 hectares au SCoT en vigueur à 14,91 hectares dans le SCoT modifié.

Cette réduction permet de conforter les conclusions de l'évaluation environnementale du SCoT en vigueur en limitant davantage les possibilités d'extension de ces espaces, quand bien même ces derniers ne présentaient pas d'incidences significatives au SCoT en vigueur.

d - Les espaces d'activités aquacoles

L'évaluation environnementale du SCoT en vigueur a conclu que les espaces d'activités aquacoles se trouvent suffisamment à l'écart des sites Natura 2000 pour conclure à l'absence d'impacts négatifs significatifs des projets d'extension et de densification prévus par le DOO sur l'ensemble des habitats et espèces ayant entraîné la désignation de ces sites.

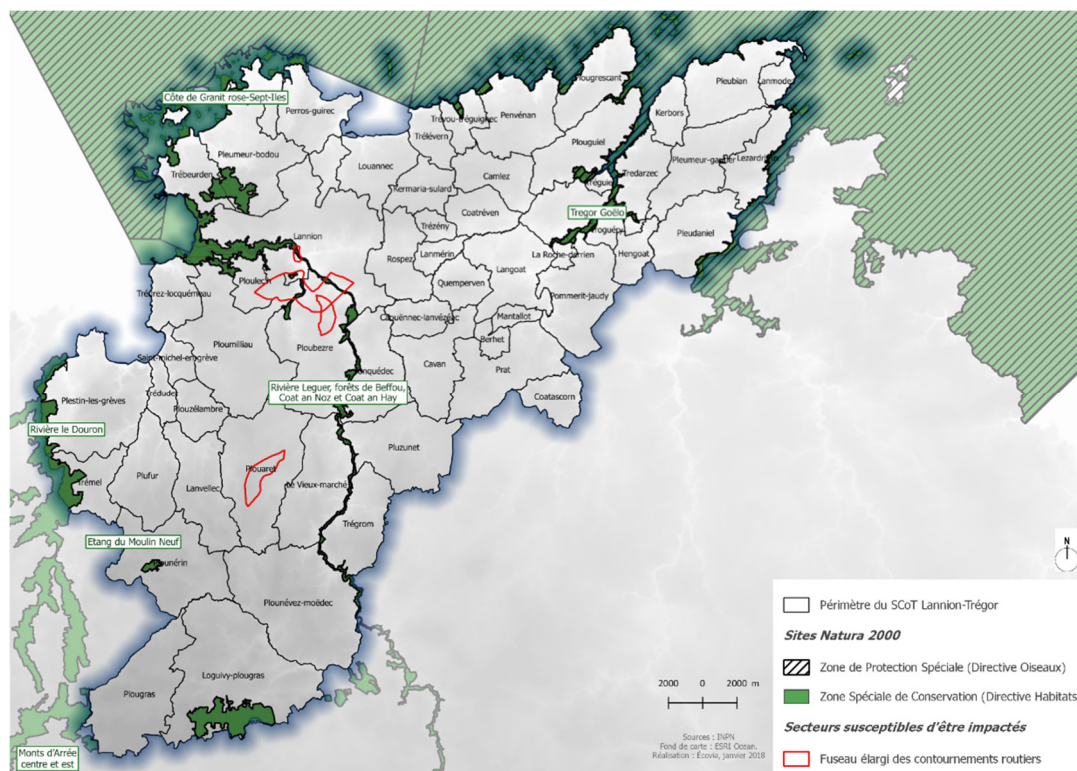
De plus, la modification simplifiée réduit les potentiels d'extension des espaces d'activités aquacoles, passant d'un total de 3.7 hectares au SCoT en vigueur à 1 hectare dans le SCoT modifié.

Cette réduction permet de conforter les conclusions de l'évaluation environnementale du SCoT en vigueur en limitant davantage les possibilités d'extension de ces espaces, quand bien même ces derniers ne présentaient pas d'incidences significatives au SCoT en vigueur.

e - Les projets routiers

L'analyse des incidences sur l'environnement des projets routiers mis en avant dans le DOO du SCoT en vigueur fait l'objet d'une section spécifique dans l'évaluation environnementale de l'élaboration du SCoT en vigueur.

Le DOO (item 2-5-2) en vigueur demande aux documents d'urbanisme locaux de prévoir les dispositions adaptées pour permettre la réalisation d'un pont sur le Léguer à Lannion, d'une rocade d'agglomération au sud de Lannion, d'un contournement routier du bourg de Ploubezre et d'un contournement routier du bourg de Plouaret, sachant qu'il n'a pas été possible au moment de l'établissement du SCoT, de déterminer précisément le tracé des infrastructures correspondantes.



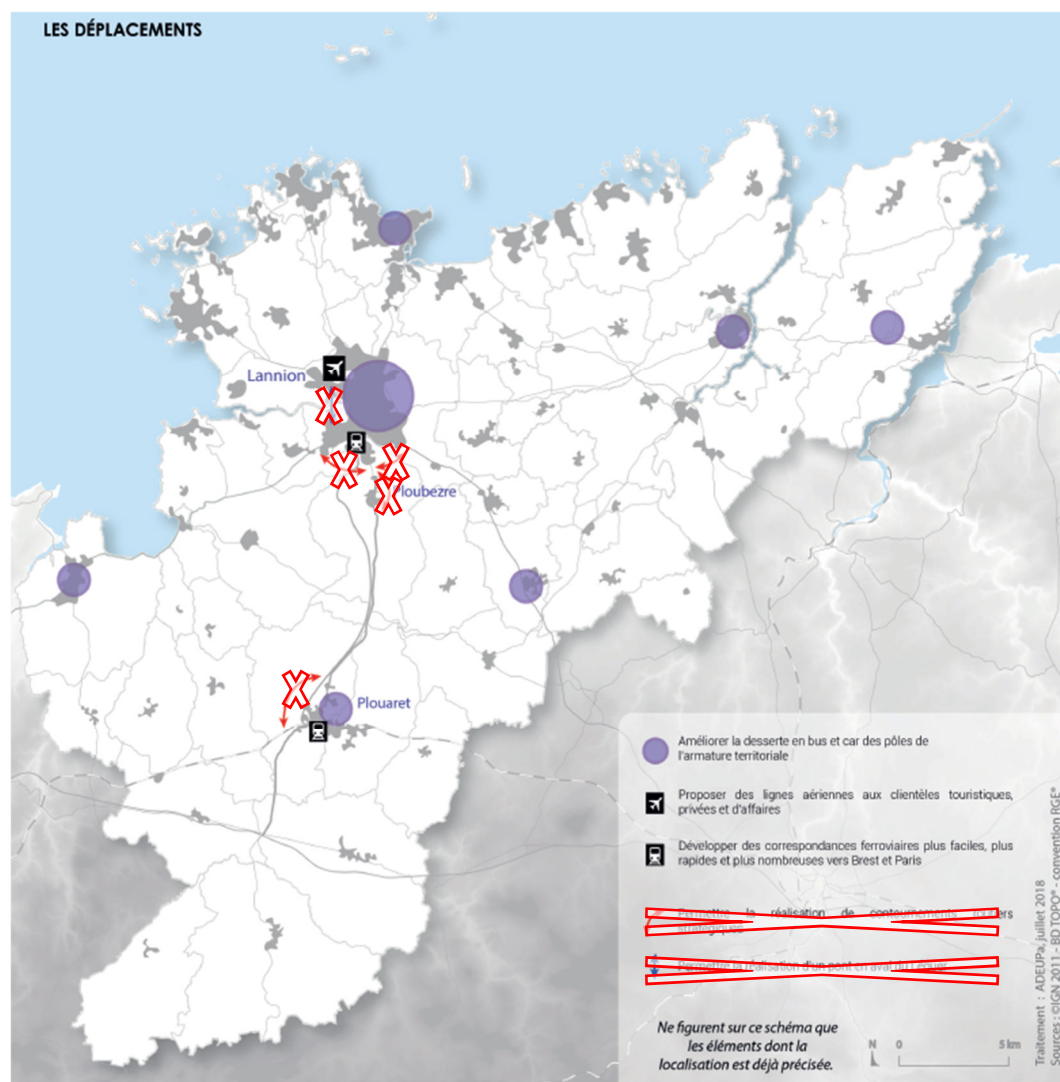
Projets routiers et leurs localisations vis-à-vis des sites Natura 2000 concernés par le périmètre du SCoT

(Source : Rapport de présentation, Evaluation environnementale du SCoT du Trégor approuvé le 4 février 2020)

Dans le cadre de la procédure de modification simplifiée, les objets suivants permettent d'éviter les incidences potentiellement négatives sur les sites Natura 2000, analysées dans l'évaluation environnementale du SCoT en vigueur :

- Contournement du bourg de Plouaret :** l'évaluation environnementale du SCoT en vigueur a conclu à l'absence d'incidences sur les sites Natura 2000, compte tenu de l'éloignement du projet avec ces derniers.
La modification simplifiée retire ce projet du SCoT, constituant une incidence positive sur l'environnement. Les incidences négatives sont donc évitées.
- Contournement du bourg de Ploubezre :** l'évaluation environnementale du SCoT en vigueur a conclu à l'absence d'incidences sur les sites Natura 2000, considérant les potentielles incidences comme indirectes et des mesures ERC prises par le document.
La modification simplifiée retire ce projet du SCoT, constituant une incidence positive sur l'environnement. Les incidences négatives sont donc évitées.
- Pont aval sur le léguer à Lannion :** l'évaluation environnementale du SCoT en vigueur a conclu que le projet de pont aval sur le Léguer était susceptible d'avoir des incidences négatives sur le site Natura 2000 « Rivière Leguer, Forêts de Beffou, Coat An Noz et Coat An Hay (FR5300008) », le tracé interceptant à deux reprises le site Natura 2000.
La modification simplifiée retire ce projet du SCoT, constituant une incidence positive sur l'environnement. Les incidences négatives sont donc évitées.
- Contournement sud de l'agglomération de Lannion (Ploulec'h, Ploubezre et Lannion) :** l'évaluation environnementale du SCoT en vigueur a conclu que le projet de contournement Sud de l'agglomération de Lannion était susceptible d'avoir des incidences négatives sur le site Natura 2000 « Rivière Leguer, Forêts de Beffou, Coat An Noz et Coat An Hay (FR5300008) », le tracé interceptant à deux reprises le site Natura 2000.
La modification simplifiée retire ce projet du SCoT, constituant une incidence positive sur l'environnement. Les incidences négatives sont donc évitées.

Document graphique n°10 du DOO, après modification simplifiée :



II.4 - Conclusion

Les objets de la procédure de modification simplifiée du SCoT n'entraînent aucune incidence négative sur les zones Natura 2000 par rapport au SCoT en vigueur. En effet, les mesures prévues ne perturbent pas ces sites sensibles. Les conclusions de prise en compte du réseau Natura 2000 dans le SCoT en vigueur restent inchangées dans le cadre de la présente procédure, à savoir que le SCoT impose des règles strictes pour protéger les corridors écologiques et les réservoirs de biodiversité, assurant ainsi que les activités de développement se font dans le respect des habitats naturels. Ces mesures garantissent la préservation des caractéristiques écologiques des zones Natura 2000 tout en permettant un aménagement du territoire équilibré et durable.

De plus, la modification simplifiée permet de réduire voire d'éviter les impacts sur les sites Natura 2000 et les milieux naturels voisins :

- La réduction importante des objectifs de consommation d'espaces ENAF, passant d'un objectif de 689 ha au maximum (entre 2020 et 2040) à un objectif de 304,5 ha sur la période 2021-2041 (203 ha sur la période 2021-2031, 101,5 ha estimés sur la période 2031-2041).
- La réduction des possibilités d'extension octroyées aux espaces d'activités stratégiques, passant d'un total de 106 hectares au SCoT en vigueur à 28,85 hectares dans le SCoT modifié.

- La réduction des possibilités d'extension octroyées aux espaces d'activités de proximité, passant d'un total de 46 hectares au SCoT en vigueur à 14,91 hectares dans le SCoT modifié.
- La réduction des possibilités d'extension octroyées aux espaces d'activités aquacoles passant d'un total de 3.7 hectares au SCoT en vigueur à 1 hectare dans le SCoT modifié.
- La suppression des projets de contournements routiers :
 - Contournement du bourg de Plouaret
 - Contournement du bourg de Ploubezre
 - Pont aval sur le légier à Lannion
 - Contournement sud de l'agglomération de Lannion (Ploulec'h, Ploubezre et Lannion)



8

Partie 8 : Critères, indicateurs et modalités de suivi

II.1 - Préambule

L'évaluation du SCoT est prévue par l'article L.143- 28 du Code de l'urbanisme. Elle a lieu « six ans au plus après la délibération portant approbation du schéma de cohérence territoriale, la dernière délibération portant révision complète de ce schéma, ou la délibération ayant décidé son maintien en vigueur en application du présent article ».

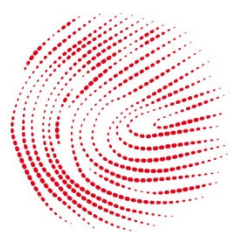
II.2 - Rappel des indicateurs en vigueur et indicateurs mobilisés pour la modification simplifiée

Au regard des indicateurs d'ores et déjà prévus dans le SCoT en vigueur, la présente modification simplifiée ne nécessite pas l'ajout d'indicateurs complémentaires.

Parmi les indicateurs du SCoT en vigueur listés dans le tableau suivant, les indicateurs **en rouge** seront mobilisés dans le cadre du suivi de la modification simplifiée :

STRUCTURATION DU DOO	INDICATEURS RETENUS
1. Le socle : préserver et mobiliser nos ressources naturelles et patrimoniales	Conforter la trame verte et bleue [1] Protection des réservoirs de biodiversité [2] Protection et reconstitution des continuités écologiques [3] Qualité des eaux et fonctionnalité des milieux aquatiques [4] Préservation du patrimoine paysager et culturel
	Maîtriser la consommation d'espaces agricoles et naturels [5] Suivi de la consommation d'espace [6] Évolution des espaces agricoles
	Sécuriser la ressource en eau [7] Évolution des systèmes d'assainissement (collectifs et non-collectifs) [8] Suivi de la gestion des eaux pluviales [9] Évolution des prélèvements
	Assurer un usage durable des ressources naturelles [10] Suivi des consommations et productions d'énergie [11] Suivi du traitement et de la valorisation des déchets [12] Suivi des émissions de gaz à effet de serre
2. L'armature territoriale : organiser la proximité des équipements et des services	Assurer un maillage équilibré du territoire en équipements et services [13] Implantation des équipements (part des pôles et en centralités)
	Adapter le parc de logements à la diversité des besoins et le maintenir en état [14] Production de logements par secteurs/communes et dans les pôles [15] Production et diversité des formes d'habitat [16] Développement du parc locatif social [17] Suivi des efforts de réhabilitation et de lutte contre la vacance

	<p>Développer le commerce en cohérence avec l'armature urbaine</p> <p>[18] Renforcement des centralités commerciales</p> <p>[19] Implantations commerciales</p>
	<p>Faire évoluer les équipements économiques pour poursuivre le développement</p> <p>[20] Développement des espaces d'activités</p> <p>[21] Nature des activités implantées dans les espaces d'activités</p> <p>[22] Espaces dédiés au développement des activités aquacoles et maritimes</p>
	<p>Développer le tourisme dans le Trégor</p> <p>[23] Évolution de la capacité d'accueil du territoire</p> <p>[24] Fréquentation des sites touristiques</p>
	<p>Répondre à la diversité des besoins de déplacements et maîtriser les pollutions</p> <p>[25] Évolution des transports en commun</p> <p>[26] Infrastructures de transport</p> <p>[27] Usage de la voiture et développement de l'intermodalité</p> <p>[28] Déplacements actifs et circulations douces</p>
3. Les modes d'urbanisation : préparer des villes et des bourgs vivants et durables	<p>Favoriser le développement par densification</p> <p>[29] Développement de l'habitat par densification</p> <p>[30] Densité des opérations d'habitat</p> <p>[31] Changements de destination</p>
	<p>Réduire l'exposition aux risques et nuisances</p> <p>[32] Prise en compte des risques inondations, submersion marine et érosion du trait de côte</p>
	<p>Œuvrer à la qualité de vie</p> <p>[33] Évolution de l'armature verte urbain</p>



CITADIA



CITADIA
CONSEIL



CITADIA
DESIGN



EVEN
CONSEIL



AIREPUBLIQUE



MERC/AT

www.citadia.com • www.citadiavision.com